

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 448 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**- le prolétaire -**  
Journal bimestriel - Un exemplaire :  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts  
**- programme communiste -**  
Revue théorique - Un exemplaire :  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

**- il comunista -**  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li  
**- el programa comunista -**  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

**- le prolétaire -**  
**No 448**  
**Fév.-Mars-Avril - 1999**  
**36è année**

## DANS CE NUMERO

**-Avant comme après son Congrès:**  
**La collaboration entre les classes,**  
**seul credo de la CGT.**  
**-Italie: Problèmes du mouvement**  
**des chômeurs à Naples.**  
**-Correspondance: Les prolétaires**  
**de l'électro-ménager passés à la**  
**moulinette.**  
**-Nouvelles des luttes ouvrières:**  
**Iran, Australie.**

## A propos de la «Parité»: Les limites infranchissables à l'égalité entre les sexes sous le capitalisme

Le projet de modification de la Constitution pour favoriser la parité entre hommes et femmes aux postes représentatifs (députés, etc.) est le fruit d'un accord entre le gouvernement et la présidence de la République: suffisamment vague et flou pour ne pas rencontrer le soutien consensuel de la droite et de la gauche, il évitait soigneusement de fixer des objectifs concrets, de s'attaquer aux discriminations qui frappent les femmes prolétaires. Mais il permettait aux politiciens de tout bord de montrer qu'ils sont partisans de l'égalité entre les sexes. Comme chacun sait, la majorité de droite du sénat, emmenée par ses éléments les plus réactionnaires, a repoussé le projet en première lecture, avant de l'accepter en deuxième lecture, après avoir été dûment chapitrée par les dirigeants des partis de droite. Plus inattendu, l'opposition au projet a reçu le renfort de plusieurs d'intellectuels de gauche, à commencer par les époux Badinter, qui jouent les directeurs de conscience de cette gauche...

Ces derniers estiment que le projet sur la parité est en contradiction avec les principes de la démocratie, car selon ceux-ci les êtres humains, quels qu'ils soient, sont «libres et égaux en droit». Reconnaître dans la loi que les êtres humains sont divisés en sexes différents et adopter des dispositions législatives particulières pour l'un de ces sexes, est donc une violation des principes démocratiques parce que cela introduit une différence entre les êtres humains. Le raisonnement des Badinter est irréfutable et nous ne pouvons que regretter que tous les démocrates ne se rangent pas à leur avis, car il fait éclater immédiatement la mystification que constituent ces principes démocratiques: décréter l'égalité et la liberté sur le plan juridique et politique était nécessaire à la bourgeoisie naissante pour se libérer des entraves - précisément juridiques et politiques - que lui imposaient la féodalité; mais cela n'avait absolument pas pour but ni ne pouvait faire disparaître les inégalités réelles, sociales, de classe (ou de sexe) entre les individus, sur lesquelles se fonde la richesse et la puissance bourgeoise! Les pères fondateurs de la démocratie, c'est-à-dire les représentants politiques de la bourgeoisie, savaient ce qu'ils faisaient lorsque, avec un raisonnement à la Badinter, ils interdisaient les syndicats et les organisations ouvrières comme contraires à

( Suite en page 2 )

## L'économie mondiale sous un volcan (I)

Tel était cet hiver le titre d'un article de première page du «Monde», ce grand quotidien de la bourgeoisie française, tandis qu'un autre s'effrayait des «bombes» de l'économie mondiale. Peu de temps auparavant, alors que la crise économique en Russie avait déclenché une bourrasque sur les places boursières mondiales, les responsables américains déclaraient que le monde était menacé de plonger dans la crise financière la plus grave depuis cinquante ans. Mais quelques mois plus

tard, après que Wall Street ait étonnamment bien résisté à la crise financière brésilienne, les mêmes vantent la bonne santé de l'économie américaine et affirment, relayés en cela par le FMI, qu'il sera possible d'éviter une crise économique mondiale, voire même que les Etats-Unis, grâce à leur puissance et à la capacité de leurs autorités, pourront échapper désormais aux récessions économiques. Les responsables européens, fiers de leur fameuse monnaie commune, renchérissent.

### LA MONDIALISATION DE LA CRISE

Ces affirmations ont été relayées par les analyses des instituts de prévision économique, comme par celle du FMI qui, dans son rapport publié en décembre dernier, écartait toute perspective de crise économique mondiale pour l'année 1999 et prévoyait seulement un ralentissement de la croissance internationale (2,5%). Beaucoup de journalistes et d'économistes américains (tout particulièrement ceux qui sont employés par des sociétés financières et des banques d'investissement) continuent à soutenir que l'économie des Etats-Unis, locomotive de l'économie mondiale, serait définitivement sortie de l'époque des crises et que, moyennant une judicieuse politique monétaire qui la mettrait à l'abri des chocs extérieurs, elle serait assurée d'une croissance rapide, sans inflation et perpétuelle...

Bien entendu il y a là, comme toujours, un optimisme intéressé ou de commande; mais cet optimisme s'appuie cependant sur

certaines faits: avant tout la bonne tenue des places boursières occidentales et principalement de leur chef de file, la bourse américaine, ou pour employer les termes du rapport du FMI, le «relatif retour au calme des marchés financiers» après la tempête déclenchée par la crise russe. Ce retour au calme a été peu après troublé par l'éclatement de la crise financière brésilienne en dépit d'un «plan de sauvetage» massif mis en oeuvre par le FMI; mais la bonne tenue de Wall Street permet de pousser de nouveaux soubres de soulagement. La bourse américaine reprit sa course à la hausse: au début février l'indice des actions était supérieur de plus de 25% à ce qu'il était un an auparavant.

Le prix («cours») des actions correspond en théorie à la part correspondante du dividende versée aux actionnaires par l'entreprise qui les a émises. Si les profits de cette entreprise sont en hausse, le dividende versé sera augmenté et le cours des actions monte donc en conséquence. Ce cours dépend donc inévitablement des prévisions faites sur les profits futurs, avec toutes les incertitudes

qu'impliquent ce genre de prévisions et les possibilités de manipulation et spéculation qu'elles autorisent. Lorsqu'on a une hausse générale du cours des actions supérieure à la hausse réelle des profits des entreprises, on se trouve en présence de ce que les médias appellent joliment une «bulle spéculative»: le mouvement de hausse semble être auto-entretenu; les actions sont achetées non plus en raison des profits attendus des entreprises, mais parce qu'elles pourront être revendues plus cher, comme si elles acquerraient une valeur propre, déconnectée de la marche réelle de l'économie, et en augmentation constante. Cet état de choses peut durer un certain temps, mais tôt ou tard la bulle crève et le prix des actions est brutalement ramené à la réalité. Une telle bulle spéculative s'était formée au Japon vers la fin des années 80 et elle a éclaté lors de la récession du début des années 90: le prix des actions y a aujourd'hui pratiquement baissé des deux-tiers (-64% au

( Suite en page 3 )

## De la Commune à la Troisième Internationale

( Amadeo Bordiga - «L'Unità», 29 mars 1924 )

*En publiant ce vieil article paru il y a 75 ans, nous ne voulons pas tomber dans ce que critiquait Bordiga: la célébration rituelle, quasiment par force d'inertie, d'un épisode héroïque d'un passé révolu. Evoquer ce premier exemple historique de dictature du prolétariat, c'est au contraire,*

Nous pouvons aujourd'hui mesurer le flou et le vide de l'orientation et de la conscience politiques du mouvement socialiste international à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle (bien que même dans ces années le courant marxiste de gauche dont nous nous réclamons ne soit jamais resté silencieux). Dans cette grise période, on continuait, quasiment par force d'inertie, à célébrer périodiquement l'anniversaire de la Commune de Paris, en consacrant articles et discours à ce grand épisode de la lutte prolétarienne.

Ce n'est pourtant qu'aujourd'hui, après les pages mémorables de Lénine, que la masse des militants révolutionnaires connaît la signification véritable de la Commune, et qu'il est démontré que sa gigantesque portée historique avait été parfaitement comprise par les maîtres du marxisme. Mais leur analyse se trouvait dans les pages les plus oubliées et les plus déformées.

Ces commémorations n'étaient peut-être qu'un hommage au sacrifice et à l'héroïsme du prolétariat parisien et de son glorieux état-major au cours des terribles journées de mai 1871, un hommage dicté par une admiration sentimentale que même un adversaire ne pourrait refuser à cette magnifique page d'histoire ouvrière. Mais la leçon que le mouvement socialiste doit tirer de cette sanglante expérience n'était absolument pas cla-

*pour nous, parler de l'avenir. Rappeler les enseignements que le marxisme tire des victoires et des défaites de la lutte ouvrière doit servir pour guider le prolétariat sur la voie révolutionnaire, sur la voie du communisme vers lequel les communistes n'ont pu faire que quelques pas.*

rifiée, quand elle n'était pas formulée selon les thèses du pire défaitisme envers la révolution.

L'opportuniste répétait qu'Engels, après la défaite de l'insurrection prolétarienne, avait dit que les progrès de la technique militaire moderne avaient clos à jamais l'époque des barricades et des insurrections (1). Le réformiste considérait cette défaite comme la défaite définitive de la méthode révolutionnaire, tout en dédiant aux victimes de l'insurrection ses larmes de crocodiles; il tentait de faire croire que la bourgeoisie de 1910 ne serait plus capable de répéter les agissements d'un Thiers, grâce à l'entrée dans une ère d'évolution pacifique sans heurts ni conflits, sous la protection de la liberté acquise pour toujours par la conscience humaine. L'anarchiste, s'il était cohérent en exaltant la méthode de la lutte armée et de la guerre civile, voyait la victoire future du prolétariat comme la constitution d'innombrables unités collectives isolées et vaguement fédérées - les communes - ou l'exiguïté territoriale aurait dû s'accompagner, allez savoir pourquoi, de l'absence totale de la fameuse Autorité.

La terrible défaite d'une autre «Commune», celle de Petrograd en 1905, donna une impulsion majeure à la lutte des véritables marxistes contre les dégénérescences révisionnistes et à la réélaboration du véritable

programme révolutionnaire du prolétariat; elle ne suffit cependant pas donner aux masses socialistes la lumière nécessaire sur ces questions vitales du mouvement qui constituent la leçon de la lutte de 1871. Les commémorations, disons, officielles, continuèrent à se tenir, les lieux communs continuèrent à circuler; mais l'équivoque dominait encore même là où apparemment les tendances de gauche de la IIe Internationale étaient dominantes, même là où les positions collaborationnistes les plus ouvertes soutenues par le réformisme alimentaient en réaction le syndicalisme révolutionnaire qui tendait plus ou moins à s'identifier au mouvement anarchiste.

Mais survient la guerre mondiale avec la crise de la IIe internationale et de tout le mouvement prolétarien; la lutte de la gauche marxiste se précise face aux orgies bellicistes de l'opportunisme; la réélaboration théorique, dans laquelle le parti bolchévique occupe la première place, s'accompagne de la magnifique revanche de la Commune de Petrograd, c'est-à-dire la constitution de l'Etat ouvrier en Russie: c'est avec un tout autre esprit que le prolétariat mondial peut aujourd'hui commémorer la bataille d'il y a plus de cinquante ans en arrière. Il ne s'agit plus de rendre aux martyrs de la Commune

( Suite en page 5 )

## A propos de la «Parité»: Les limites infranchissables à l'égalité entre les sexes sous le capitalisme

( Suite de la page 1 )

la démocratie (car ces organisations, voyez-vous, sont basées sur une distinction entre êtres humains). Et les mêmes résolvait d'ailleurs radicalement l'épineux problème des différences entre hommes et femmes en déniaient à celles-ci tout droit politique et en réaffirmant que leur place «naturelle» est à la maison...

\* \* \*

Les intégristes de la démocratie, façon Badinter, ne représentent qu'une poignée d'intellectuels, même si les médias leur assurent une large publicité; la plupart des démocrates, de gauche ou de droite, prétendent au contraire qu'une modification de la Constitution et de la loi est nécessaire pour faire avancer l'égalité entre hommes et femmes. Mais tous assurent qu'une présence accrue des femmes dans la vie politique, au parlement et dans les autres assemblées, ainsi qu'aux postes de responsabilité dans les administrations d'Etat, etc., est le moyen de faire disparaître les inégalités entre les sexes.

C'est précisément là que réside l'illusion bourgeoise; l'inégalité entre hommes et femmes est la conséquence directe de la structure de la société actuelle et ce n'est que par le changement de cette structure sociale, c'est-à-dire par la révolution de tout l'ordre social, que disparaîtront les causes fondamentales de cette inégalité. Le capitalisme a hérité des sociétés de classes du passé la forme familiale en vigueur aujourd'hui (cette forme qui nous vaut la mobilisation réactionnaire des «défenseurs de la famille» à l'occasion du PACS); Engels dans son ouvrage *«L'origine de la famille, etc.»* la décrit «comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque là dans la préhistoire», fondée sur la propriété privée, la domination du père et la transmission de l'héritage aux enfants, consacrant la femme à la vie domestique et lui interdisant toute activité publique. La société bourgeoise nouvelle-née a accentué tous ses traits oppressifs de la famille, en particulier en supprimant aux femmes les libertés accordées par les us et coutumes du Moyen Age; mais à la longue l'évolution même du capitalisme a sapé les bases de cette structure familiale classique (tout en étant incapable de promouvoir une autre structure familiale). Dans le prolétariat le travail de la femme est la conséquence directe des besoins de l'exploitation capitaliste perpétuellement à la recherche de main d'oeuvre à bon marché, et c'est ce travail qui ruine la famille. Dans la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, le travail de la femme apparaît plutôt comme la conséquence secondaire et tardive de la désagrégation de la famille.

De même qu'ont disparu les formes pré-capitalistes de petite production, de même disparaît aussi inévitablement la petite économie domestique, où, comme dit Lénine, «la femme demeure l'esclave domestique en dépit de toutes les lois émancipatrices, puisque les petites besognes domestiques l'accablent, l'étouffent, l'abrutissent, l'humilient, l'enchaînent à la cuisine et à la chambre d'enfants, en gaspillant ses efforts dans un labeur absurde et improductif, mesquin, énervant, abrutissant et écrasant» (1).

En arrachant les femmes au cercle étroit de la vie familiale pour les plonger dans les délices de l'exploitation salariée, le capitalisme a sapé les fondements de la forme familiale classique et des rapports entre les sexes qu'elle implique. Et c'est là la base de l'évolution progressive des juridictions envers les femmes pendant ce siècle, depuis l'égalité des droits politiques jusqu'aux différentes législations supprimant la prééminence de l'homme dans la famille. Les idéologues démocrates bourgeois se vantent aujourd'hui de la libération des femmes et ils se scandalisent des pays où le plus faible

développement capitaliste a laissé subsister des législations et des traditions réactionnaires misogynes. Mais ils passent sous silence d'abord que cette «libération», qui n'est pas si vieille, n'a le plus souvent été arrachée dans les démocraties occidentales que de haute lutte; et ensuite que les femmes prolétaires n'ont trouvé dans cette libération que l'exploitation salariée, l'insécurité et la menace du chômage caractéristique de la classe ouvrière, sans même être pour autant débarrassées du joug séculaire du travail domestique et des contraintes liées à la maternité. Leur état de femme conditionne leur surexploitation à l'usine, où la maternité et les servitudes domestiques sont autant d'éléments qui déprécient leur force de travail et les désavantagent dans la concurrence incessante que le capitalisme fait régner parmi les exploités. Le risque du chômage se trouve encore aggravé pour les femmes tant par cette concurrence que par tous les facteurs qui tendent à la rejeter au foyer.

C'est ainsi que selon les statistiques citées par la presse, le taux de chômage des femmes en France est de 13,8 % alors qu'il n'est que de 10,2 % pour les hommes; chez les moins de 25 ans la différence est encore plus accusée puisque les chiffres respectifs sont de 30 % contre 21,9 %. Plus de 80 % des travailleurs à temps partiel sont des femmes; à travail égal, les femmes touchent un salaire en moyenne inférieur de 20 % à celui des hommes. Enfin 80 % du travail domestique est encore assuré par les femmes.

### LA PARITÉ, MIRAGE BOURGEOIS

Engels écrivait que *«l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique, et cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société»* (2). Obstacle à l'émancipation réelle des femmes prolétaires, le capitalisme constitue désormais le plus grand frein à la tendance historique qu'il a lui-même engendrée, le retour des femmes dans la production et la vie sociales. L'égalité entre les sexes n'est possible sous le capitalisme que pour les membres des classes privilégiées; des mesures législatives contraignantes comme la parité (mais le projet gouvernemental n'est qu'une pâle et timide avancée dans cette direction) peuvent sans aucun doute aider des femmes de la bourgeoisie et peut-être de la petite-bourgeoisie à surmonter certains blocages qui freinent leur accession aux bonnes places et gênent leur carrière.

Mais pour les femmes prolétaires et la grande majorité des femmes des couches laborieuses, la revendication de la «parité» n'est qu'un mirage, une illusion. L'amélioration de leur sort, elles ne pourront pas l'obtenir par l'ouverture aux femmes des postes dirigeants et grassement payés dans la haute administration, la Fonction Publique, les entreprises, qui sont réservés jusqu'ici aux hommes: cette revendication-là ne peut les concerner. Ce n'est pas par hasard que tous les idéologues et politiciens bourgeois, de droite ou de gauche, qui discutent sur la parité, évitent soigneusement de parler du problème bien plus brûlant et plus dangereux pour leur classe, de l'inégalité et des discriminations qui frappent la femme prolétaire. «Le travail des femmes enrichit la France» titrait avec cynisme *«Le Monde»* en publiant à l'occasion de la «journée de la femme» (3) un rapport officiel sur le travail féminin. «Le travail des femmes prolétaires enrichit leur patron» encore plus que le travail des prolétaires masculins, voilà ce qu'aurait du titrer le grand quotidien bourgeois démocrate: la main d'oeuvre féminine, à bas prix et docile, sujette à une exploitation négrière, a fait et continue souvent encore à faire la puissance de secteurs entiers de l'économie, grandes et petites entreprises confondues.

Femmes bourgeoises et femmes prolétaires appartiennent donc à des classes opposées; elles ont des intérêts qui ne sont pas les mêmes, mais qui sont irréductiblement opposés. Pour les femmes prolétaires, la seule issue réelle, y compris sur le plan des revendications les plus élémentaires, contre les discriminations quotidiennes, est celle de l'action revendicative, de la lutte ouverte, tendant à surmonter les divisions entre exploités des deux sexes pour se transformer en lutte de classe contre l'exploitation capitaliste et toutes les oppressions réactionnaires. Et alors pourra se concrétiser enfin la perspective que la socialiste allemande Clara Zetkin traçait il y a cent ans, contre les tentatives d'enrôler les femmes prolétaires dans le mouvement féministe bourgeois (même si certaines des revendications et réformes avancées par celui-ci intéressaient aussi les femmes prolétaires et devaient être soutenues):

« (...) La lutte d'émancipation de la femme prolétaire ne peut pas être une lutte semblable à celle que mène la femme bourgeoise contre l'homme de sa classe. Bien au contraire, sa lutte est une lutte avec l'homme de sa classe contre la classe des capitalistes.

(...) Le but final de sa lutte n'est pas la libre concurrence avec l'homme, mais la conquête du pouvoir politique par le prolétariat» (4).

(1) Lénine, *«La grande initiative»*, juillet 1919 (Oeuvres, tome 29, p. 433).

(2) Les citations de l'ouvrage d'Engels se trouvent dans notre brochure *«Question féminine et lutte de classe»* (brochure *«Le Prolétaire»* n° 5, p. 11 et 12).

(3) Il faut rappeler que cette «journée» maintenant récupérée par la bourgeoisie a une origine bien différente, puisque c'était l'Internationale Socialiste qui, sur proposition de Rosa Luxemburg et Clara Zetkin, avait décidé en 1910 d'instituer la journée de la femme prolétaire. Il s'agissait de commémorer la tragédie de l'usine Cotton à New York en 1908: les ouvrières de cette usine s'étant mises en grève, le patron riposta en les enfermant dans l'usine. Pour une raison inconnue un incendie se déclara et 129 ouvrières prises au piège périrent brûlées vives.

(4) Discours au congrès de Gotha du Parti social-démocrate allemand, 16/10/1896, cité dans *«Question féminine et lutte de classe»*, brochure *«Le Prolétaire»* n° 5, p. 9.

## Avant comme après son Congrès La collaboration entre les classes, seul credo de la CGT

Le Congrès de la CGT aurait été celui d'une importante évolution: le syndicat serait passé, selon les dires de son nouveau secrétaire-général, d'une «force de contestation» à une «force de proposition». «Contestation, mobilisation, proposition, négociation, voilà ce qui pourrait être une devise pour la CGT», telle était la formule trouvée par Thibault, l'ancien dirigeant des cheminots promu à la direction de la confédération, dans son discours inaugural. Et en effet la formule illustre à merveille comment les bonzes, qui prétendent défendre les intérêts des «salariés», qui se risquent même à évoquer, dans l'échauffement d'un discours de congrès, un «fond de rapports de classe» (mais, rassurez-vous, qui «doit être apprécié bien différemment qu'il ne l'était au début du siècle») voudraient voir les affrontements sociaux, les résistances au patronat ou à l'Etat, le combat entre les classes laisser la place à une fade «contestation» conduisant, non pas à la lutte - vous n'y pensez pas, c'est affreusement archaïque! -, mais à une plus fade encore «mobilisation» pour déboucher enfin sur l'essentiel: la «proposition» et la «négociation» dans le respect de l'ordre établi.

Est-ce là quelque chose de nouveau? Beaucoup d'adhérents renâclent quand Thibault serre démonstrativement la main de Notat. Mais si la CFDT est largement déconsidérée et haïe depuis qu'elle a soutenu le plan Juppé et s'est ouvertement opposée au mouvement de luttes de l'hiver 95, qui a en réalité donné le coup de grâce à ce mouvement après l'avoir laissé s'épuiser, sinon la CGT et au premier chef la fédération cheminots dirigée par Thibault? Qui s'était déjà serré la main sous les lambris des salons ministériels à l'occasion de l'enterrement du mouvement, sinon les mêmes dirigeants de tous les syndicats, avec les représentants des patrons et de l'Etat? Les opposants parlent de «rupture avec l'histoire de la CGT, puisqu'on ne réclame plus la suppression de l'exploitation capitaliste» (R. Nadaud, de la tendance «Continuer la CGT»). Mais quand la CGT supprime de ses statuts cette revendication, fait-elle autre chose que reconnaître la réalité de ce qu'elle est et de ce qu'elle fait, non depuis le dernier congrès, mais depuis des décennies et des décennies?

### UNE LONGUE HISTOIRE ANTI-PROLÉTARIENNE

Depuis sa réunification, grâce au stalinisme qui dirigeait la CGTU (1), à chaque

fois où le capitalisme a traversé, non une période révolutionnaire (car pour cela il aurait fallu que les tensions sociales propulsent le prolétariat bien plus en avant), mais au moins des temps de grandes luttes ouvrières, la CGT définitivement aux mains de l'opportunisme ne s'est pas mobilisée pour supprimer l'exploitation capitaliste, mais a agi au contraire comme garde-fou et rempart de la société bourgeoise: en 1936, en 1945-47, en 1968. En 1995 Thibault était ainsi le fidèle continuateur d'un Thorez affirmant en 36 *«Il faut savoir terminer une grève»* et en 47 *«La grève est l'arme des trusts»*.

Trotsky écrivait en 1940 que s'impose aux «syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes, c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée, la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui. Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de son côté. Cette position est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières, qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste. Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat «démocratique» combien ils sont convenables et indispensables en temps de paix et spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organes d'Etat, le fascisme n'invente rien, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme.

(...) En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats staliniens. Il s'unirent aux soi-disant anarcho-syndicalistes sous la direction de Jouhaux, et comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la CGT est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialisme français» (2).

L'après-guerre n'apporta pas de modification substantielle à cette analyse. Au contraire la CGT, comme les syndicats des autres pays, joua un rôle essentiel de mobilisation de la classe ouvrière pour la reconstruction capitaliste, contre les vrais intérêts prolétaires. C'est véritablement à ce moment que la CGT gagna ses galons contre-révolution-

## Congrès de la CGT ...

naires, en se constituant en solide force d'appui au système bourgeois d'exploitation. Les dirigeants syndicaux plient les travailleurs aux conditions les plus humiliantes, leur imposent même les pires méthodes d'exploitation de la force de travail. Ils exaltent l'esclavage salarié et condamnent les grèves. Ils instaurent le travail gratuit le dimanche et le renoncement volontaire à une partie du salaire. Ils utilisent tous les moyens pour accroître le rendement: le désarmement idéologique à l'appui du désarmement matériel, la calomnie comme la coercition, la délation aussi bien que la concurrence.

Après la guerre, la CGT défendit un programme de réformes que les marxistes dénonçaient dans la CGT de 1919; elle sabota grèves et luttes, elle fit passer les intérêts de la «patrie» pour ceux des prolétaires, elle assimila le socialisme à un productivisme effréné, et elle réhabilita en outre aux yeux des masses ouvrières les agents sociaux-démocrates du capitalisme dont le mouvement communiste s'était séparé au début des années vingt (3).

La situation changea après 1947, quand les PC passèrent à l'opposition à la suite de la rupture de l'alliance entre l'URSS et les Etats-Unis. La CGT laissa s'exprimer le mécontentement accumulé qui menaçait de se manifester en dehors d'elle (voir la grève Renault), prit la tête des grèves et put ainsi redorer assez facilement son blason. La longue période d'expansion économique qui suivit la «Reconstruction» d'après guerre donna la possibilité aux grands pays capitalistes de distribuer plus largement des miettes, de mettre en place des mesures sociales pour servir d'amortisseurs de la lutte des classes, constituant une assise solide pour les forces collaborationnistes: Au cours de cette phase le réformisme politique et syndical put parachever son influence dominante sur les masses prolétariennes grâce à ces améliorations tangibles et régulières dont il revendiquait la paternité. Le syndicat pouvait se permettre de mener des grèves et d'assurer une certaine défense des intérêts immédiats des prolétaires. L'opportunisme stalinien à la tête de la CGT eut la possibilité de faire passer son action réformatrice - parfois réformatrice combative - pour de l'«anti-capitalisme», alors qu'il assurait son travail contre-révolutionnaire de contrôle du prolétariat et que se développait l'intégration toujours plus grande du syndicat dans les mécanismes démocratiques de la collaboration entre les classes.

La preuve irréfutable, s'il en était besoin, que les démagogiques proclamations «de classe», les revendications de «suppression de l'exploitation capitaliste» qui ornaient les discours ou les statuts, n'étaient rien d'autre que du vent, fut apportée devant tous lors de la grève générale de mai-juin 68, quand la CGT s'entendit avec les patrons et le gouvernement pour liquider le mouvement et faire rentrer dans le rang la «grande force tranquille» de la classe prolétarienne. Voilà une démonstration de syndicalisme moderne et de proposition qui doit faire pâlir d'envie un Thibault!

### LE COLLABORATIONNISME EN TEMPS DE CRISE

Mais aujourd'hui les choses ont changé. La période d'expansion économique indéfinie a laissé la place aux crises répétées et aux difficultés économiques croissantes pour le capitalisme. Au lieu d'une redistribution de miettes de plus en plus copieuses les bourgeois s'emploient désormais à reprendre les avantages qu'ils avaient autrefois concédés aux prolétaires. Les réformes se succèdent, mais ce sont en fait des contre-réformes qui reviennent sur les avantages obtenus pendant l'expansion économique. Le réformisme n'a donc plus guère de résultats concrets à montrer en faveur de son action et de ses méthodes et les prolétaires constatent la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail. Dans ses conditions tenir des discours combatifs ne lui est plus aussi faci-

le, et cela risque même d'être dangereux quand la situation rend objectivement la lutte de plus en plus nécessaire. La tendance à collaborer avec l'Etat (et avec les patrons) dont parlait Trotsky devient par contre encore plus puissante. Pour la mesurer, un chiffre suffit: aujourd'hui les cotisations des adhérents ne représentent plus que 20 % des budgets des syndicats, le reste étant constitué de subventions et de recettes diverses tirées de leur intégration dans les rapports sociaux bourgeois (4)! C'est cette tendance irrésistible qui pousse les dirigeants de la CGT à claironner à l'intention de la bourgeoisie qu'ils abandonnent la contestation pour devenir des syndicalistes de proposition. Il ne faudrait pas laisser la CFDT occuper seule la place d'interlocuteur privilégié du patronat et de l'Etat!

Comme nous l'expliquons sur notre revue «Programme Communiste»: «Même sur le terrain syndical, sur le terrain de la vie quotidienne et des problèmes des travailleurs, l'écroulement des mythes de la "planification socialiste" et des "voies nationales au socialisme" au moment où s'évanouissait le mythe du bien-être croissant et de l'amélioration ininterrompue du niveau de vie, porte un coup sévère au prestige et à l'influence idéologique des syndicats et des organisations opportunistes. Mais il leur reste cependant l'appui des institutions politiques et économiques bourgeoises, car la classe dominante est parfaitement consciente de la nécessité d'avoir des "représentants des travailleurs", étant entendu que c'est elle qui définit le cadre de ces relations et qui en dicte les conditions. Et, en période de difficultés économiques, les conditions sont bien connues: la force de travail doit devenir davantage flexible, elle doit se plier quantitativement et qualitativement aux exigences de plus en plus sévères du marché» (cf P.C. n° 96).

La traduction concrète de ce que nous disons, elle se trouve dans la «signature offensive» (sic! pour les bonzes, «se battre» signifie mendier à la table de négociation quelques miettes aux patrons) (5) des accords avec le patronat sur les 35 heures, l'annualisation du temps de travail, ou même les négociations sur les fonds de pension (c'est-à-dire la liquidation du système de retraite actuel), l'abandon de la revendication du rétablissement de l'autorisation ad-

ministrative de licenciement (supprimé par la droite parce qu'elle constituait une gêne à la liberté de licenciement des patrons), etc. Pour ceux qui voient là une trahison de la véritable tradition de la CGT, citons la réponse du secrétaire de la fédération textile: «ils feraient mieux de regarder les accords d'entreprise. Ils s'apercevraient que l'on condamne en haut ce qu'on signe en bas!» (6). Et en effet la CGT est signataire de 46 % des accords interprofessionnels et de branche, à peine moins que la CFDT (55 %): on voit que la contestation de la CGT n'est pas si farouche quand il s'agit de prendre le stylo. Mais quand il s'agit de se battre sur le terrain, de mobiliser les prolétaires pour une lutte réelle, de préparer et d'organiser les grèves contre les *diktats* bourgeois (bien autre chose que des «propositions» à discuter entre «partenaires»!), de leur donner une direction qui soit de classe, anti-capitaliste, alors l'appareil syndical cégétiste - comme les autres - non seulement ne remplit pas ce rôle qui serait celui d'un authentique syndicat prolétarien, mais il remplit le rôle opposé, celui de contrôle, de paralysie ou de sabotage du mouvement!

En résumé, le «tournant» actuel de la CGT consiste en fait à mettre ses paroles en accord avec ses actes, à abandonner le langage contestataire et revendicatif de la période précédente qui la gêne dans ses relations actuelles avec une bourgeoisie plus agressive (exemple: «si nous avons refusé d'entrée de discuter des fonds de pension, nous serions retombés dans le cliché de la vieille CGT qui refuse de voir ce qui bouge» - Thibault dans la feuille patronale «Liaisons sociales»), sans lui être utile sur le terrain où la collaboration de classe, fondement réel de son activité, la conduit inévitablement à s'adapter aux exigences accrues du patronat.

Que ce réajustement ait suscité des réactions de mécontentement est sans doute une chose positive; mais force est de reconnaître la débilité de ces réactions qui opposent le mythe d'une CGT «de classe» à la réalité collaborationniste que nous venons de rappeler. Comme dans le PCF, une fraction de l'appareil cégétiste a du mal à accepter le ravalement de façade en cours. Dans un cas comme dans l'autre, ces éléments ne représentent pas une alternative classiste à l'orientation actuelle de l'opportunisme politique et syndical, puisqu'ils revendiquent son pas-

sé contre-révolutionnaire.

Les révolutionnaires communistes ne peuvent se réclamer de ce passé pour s'opposer à la direction actuelle et à ses évolutions, pas plus qu'ils ne peuvent se fixer l'objectif de conquérir le syndicat ou d'utiliser son appareil au profit de la lutte prolétarienne. Contre le collaborationnisme syndical, contre ses méthodes, ses orientations, ils opposent les moyens, les méthodes et les orientations de classe. Contre lui, ils revendiquent les principes du syndicalisme de classe. La reprise de la lutte de classe est impossible sans que les masses prolétariennes échappent à l'influence paralysante du collaborationnisme, véritable laquais de la classe ennemie. C'est une raison suffisante pour ne pas désertir les syndicats tant que s'y trouvent des prolétaires combatifs et tant qu'il n'est pas complètement impossible d'y mener, à la base, un travail d'organisation classiste, si minime soit-il, sans jamais oublier que l'affrontement avec les hiérarchies syndicales est la conséquence, prévue et préparée, de ce travail, en dehors comme dans les syndicats actuels. La renaissance du chemin de l'organisation de classe indépendante est à ce prix.

(1) La scission de la CGT qui aboutit à la création de la CGTU en 1921 fut l'oeuvre des réformistes qui voulaient soustraire le syndicat à l'influence révolutionnaire, et des manoeuvres des anarcho-syndicalistes. La réunification fut la conséquence logique de la liquidation des positions classistes dans la CGTU par le stalinisme.

(2) «Les syndicats à l'époque impérialiste» (Août 1940). On peut trouver une analyse critique de ce texte dans l'article «Marxisme et question syndicale», sur «Le prolétaire» n° 128.

(3) Voir «La CGT de 1945 à 1947», sur les n° 112, 113 et 115 du «Prolétaire».

(4) Voir «Les patrons et les luttes ouvrières» sur «Le prolétaire» n° 435.

(5) Ou, dans le jargon des bonzes: «Le fait que la CGT s'insère comme elle le fait dans la négociation lui donne plus d'autorité et de crédibilité» (Discours de Maryse Dumas, n° 2 du syndicat, répondant à l'objection de privilégier «le stylo» sur la lutte) cf «Le Monde», 2/1/99

(6) Cf «Libération», 30/1/99.

## L'économie mondiale sous un volcan (I)

### (Suite de la page 1)

début de février) par rapport au sommet qu'il avait atteint à ce moment. Les lourdes pertes subies non seulement par les établissements financiers, mais également par les entreprises qui se tournaient vers la bourse pour s'alimenter en capital, constituent l'un des éléments qui expliquent les difficultés de l'économie japonaise à retrouver depuis lors les rythmes de croissance qu'elle avait connus précédemment.

C'est précisément une telle bulle financière qui, de l'aveu même de nombreux économistes, s'est formée à la bourse américaine. En décembre 96, le président de la Banque centrale américaine, effrayé par cette hausse effrénée du cours des actions, avait lancé un solennel avertissement contre l'«exubérance irrationnelle des marchés» - ce qui n'a d'ailleurs pas empêché les autorités financières américaines d'alimenter cette exubérance à chaque fois que la croissance économique a semblé menacée; en conséquence depuis cette date, le cours des actions a augmenté encore de plus des deux tiers! Et cette hausse de la bourse a eu lieu alors que la croissance des profits des entreprises américaines n'a cessé de se ralentir. Au troisième trimestre de 1998, ces profits ont même baissé pour la première fois depuis la dernière récession économique (1991). Même si les dernières statistiques publiées indiqueraient un rebond des profits au dernier trimestre, cette chute est le signe que le long cycle de croissance économique (le plus

long cycle connu par les Etats-Unis en période de paix), s'achève et qu'une nouvelle récession se profile dans la plus grande puissance économique capitaliste, le dernier rempart devant une généralisation de la crise actuelle.

Et alors que les analystes bourgeois rêvent à un «atterrissage en douceur», à un ralentissement progressif de l'activité économique, il y a toutes chances que la fin de ce cycle soit d'autant plus rude et qu'elle s'accompagne de krachs ou de *crashes* d'un bout à l'autre de la planète, que la croissance a été *droguée* par les mécanismes spéculatifs boursiers et financiers...

\* \* \*

La crise actuelle est née au cours de la première moitié de l'année 1997 dans ce qu'on appelait les «nouveaux dragons»: Thaïlande, Malaisie, Indonésie, la Corée, etc., ces pays asiatiques en croissance rapide qui étaient vantés par les économistes comme des modèles de développement pour les pays pauvres du monde entier. La crise, dite alors «asiatique», a ensuite frappé le Japon, avant, quelques mois plus tard d'emporter la Russie, provoquant à chaque fois des tempêtes boursières; sa dernière victime en date a été le Brésil au début de cette année. C'est du moins de cette façon que les médias, les gouvernements et les formations politiques bourgeoises de gauche ou de droite, présentent les choses. Tous veulent accréditer l'idée que cette crise est une sorte d'accident tout à fait extérieur aux économies occidentales, et qu'elle n'est menaçante que par des phéno-

mènes de contagion notamment de type financier, contre lesquels il faut et il est possible de se protéger (1).

La réalité est toute différente: il ne s'agit pas d'une crise *asiatique*, mais d'une crise de l'économie *capitaliste mondiale*, dont ces pays, à l'économie fragile étroitement dépendante du commerce international, ont été les premières victimes: la mondialisation (ou *globalisation* en français) de l'économie dont on nous parle tant, c'est-à-dire un degré accru d'internationalisation des économies capitaliste, ne peut que renforcer la *mondialisation de la crise*.

Mais ce qui peut donner un semblant de vraisemblance aux interprétations communes, c'est qu'à la différence par exemple de la crise de 1974-75, brutale et quasiment simultanée dans les grands pays capitalistes, la crise actuelle ne gagne les *diverses régions économiques du monde* les unes après les autres qu'avec une relative lenteur. C'est un phénomène que nous avions déjà noté pour la récession mondiale de 1991; à l'époque les économistes parlaient d'une «récession anglo-saxonne», dont l'Europe continentale serait protégée, parce que, commencée fin 90 aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada, elle ne toucha celle-ci qu'en 1993 (2). Aujourd'hui ils nous assurent que, grâce à l'Euro, l'Europe est protégée de la crise et même qu'elle allait être la région du monde où la croissance serait la plus forte. Il n'a fallu que quelques semaines pour que se dissipe cet euro-enthousiasme et qu'ils révisent à la baisse leurs prévisions de croissance...

(Suite en page 4)

## LA SITUATION DANS LES GRANDS PAYS IMPÉRIALISTES

Un examen de la situation des grands pays impérialistes à la fin de l'année dernière nous donne un tableau contrasté:

### Variation du Produit Intérieur Brut (%)

Pays	1995	1996	1997	1998
USA	2,4	3,4	3,9	3,5
Japon	1,4	3,9	0,8	-2,9
Allemagne	1,8	1,3	2,2	2,8
France	2,1	1,6	2,3	3,1
Italie	2,9	0,7	1,5	1,4
GB	2,7	2,3	3,5	2,7

(Sources: OCDE, «*Perspectives Economiques*», n° 62, 63, 64, corrigé par les derniers chiffres disponibles).

Le PIB, grandeur très utilisée par les économistes bourgeois, reflète assez mal les mouvements réels de l'économie. Mais il nous permet déjà de constater le décalage de l'entrée dans la crise des différents impérialismes; entré en récession dans la deuxième moitié de 97, le Japon était fin 98 en plein cœur de la crise, alors que les autres pays n'y étaient pas encore entrés, du moins selon les chiffres de ce tableau. Pour 1998 ces chiffres ne sont encore que des estimations des experts de l'OCDE. A la fin février la Bundesbank a publié des estimations selon lesquelles le PIB allemand avait baissé de 0,4% au dernier trimestre de 1998: la plus puissante économie européenne serait ainsi déjà entrée en récession. Elle est accompagnée par l'Italie qui a connu une baisse de 0,3% pour la même période. Nous avons indiqué au tableau 1 les variations du PIB depuis 1970 des pays capitalistes les plus développés, sans indiquer les pays: le caractère cyclique et conjugué de l'activité économique de ces pays y apparaît de façon saisissante.

Les statistiques de la production industrielle donnent des indications beaucoup plus précises de cette activité économique. Si l'on examine ses variations trimestrielles en 98, nous avons, en chiffres annualisés:

Etats-Unis: 5,4; 4,6; 3; 2,1%; Japon: -3,9; -8,5; -8,6; -6,7%; Allemagne: 5,7; 3,4; 3,7; 1%; France: 7,2; 5,5; 3,3% (le chiffre du dernier trimestre n'est pas connu); Italie: 3,4; 1,3; 0,4; -1,7%; Grande Bretagne: 0; 1,3; 0,7; 0,6% (Source: Eurostat).

Nous constatons, y compris aux Etats-Unis, un mouvement général de ralentissement de la croissance industrielle au cours de l'année écoulée, mais, encore une fois, avec des différences notables selon les pays. Alors que seul le Japon a connu au total une baisse de la production industrielle de 6,9% - la baisse la plus forte depuis la crise économique de 1975 - les autres grands impérialismes ont vu leur production continuer à s'accroître, à un rythme il est vrai de plus en plus faible.

Le tableau 2 indique la variation de la croissance industrielle sur 10 ans. On y lit l'impact de la crise précédente (1991-93) et le caractère limité de la reprise qui a suivi: les taux de croissance n'ont jamais atteint ceux du boom précédent.

### SOMBRES NUAGES AU SOLEIL LEVANT

Il vaut la peine de s'attarder un peu sur le cas du Japon, car il est emblématique des problèmes qui sont en réalité ceux du mode de production capitaliste. Le lecteur ne sera pas étonné d'apprendre que dans ce pays, où la crise dépasse déjà en durée celle de 1975, la chute des profits des entreprises est vertigineuse: pour le premier semestre de l'année fiscale 1998-1999, elle est estimée à 67% pour les entreprises cotées à la bourse de Tokyo, tandis que 20% de toutes les entreprises japonaises enregistreraient un déficit. Dans l'industrie la chute est estimée à 31%; c'est l'industrie sidérurgique qui est la plus touchée: -122% (sic!), suivie par l'industrie du papier (-56%), des machines électriques (-48%), etc. Certains fleurons du capitalisme nippon, comme les firmes électroniques géantes Hitachi et Toshiba, ont connu leurs

premières pertes depuis les années cinquante.

Le résultat est que certains des «*Keiretsu*», les 6 grandes alliances qui dominent l'économie japonaise, sont en grande difficulté. Ces alliances sont les héritiers des cartels (*Zaibatsu*) démantelés par les américains après la défaite japonaise; regroupement autour d'une grande banque qui en assure le financement régulier, d'entreprises diverses qui se prêtent mutuellement assistance et qui conquièrent une influence prédominante au sein de l'appareil d'Etat, les *Keiretsu* ont été l'une des armes les plus efficaces pour la conquête des marchés internationaux par les grandes entreprises nippones. Mais aujourd'hui, la situation s'est renversée: la faiblesse de certaines grandes entreprises et au premier chef des banques peut se transformer en grave danger pour les autres entreprises de l'alliance. Le *Keiretsu Mitsubishi* est handicapé par la quasi-faillite de la *Sakura Bank* en dépit du sauvetage organisé par l'Etat, même chose pour le *Keiretsu Dai-Ichi Kangin* et sa banque du même nom. Le *Keiretsu Fuyo* qui regroupe autour de la banque *Fuji*, des entreprises aussi importantes que *Nissan* (le 2e constructeur automobile japonais), *Hitachi*, *Cannon*, des aciéries, des sociétés immobilières, de commerce, etc., avait déjà été incapable de sauver en novembre la grande société financière *Yamaichi Securities*. Sa retentissante faillite avait été l'une des plus grandes de l'histoire du Japon. Aujourd'hui c'est la banque *Fuji* qui est en difficulté, alors qu'une bonne partie des grandes entreprises de cette alliance sont elles-mêmes en déficit et incapables, comme autrefois, de s'aider les unes les autres: voilà qui explique l'impensable, l'ouverture de négociations pour vendre tout ou partie de *Nissan*, qui ploie sous les déficits et dont les ventes sont retombées au niveau de 1970, à des constructeurs étrangers! En effet, si devant l'incapacité de la banque *Fuji* et de l'*Industrial Bank* (ses traditionnels fournisseurs de capital) à éponger ses dettes, l'Etat a bien annoncé qu'il ne laisserait pas *Nissan* faire faillite, il faut lui trouver un partenaire industriel, étranger par force, aucun groupe automobile japonais étant suffisamment en bonne santé pour envisager une fusion avec lui.

Mais ce sont peut-être les déboires du *Keiretsu Mitsubishi* qui montrent la profondeur du malaise économique. Le plus puissant groupe industriel nippon était il y a quelques années l'effroi des industriels américains, à l'époque où il se payait le luxe de racheter en plein New York le fameux *Rockefeller Center*, symbole du capitalisme yankee, tandis que ses marchandises inondaient les rayons des magasins. Les sociétés du groupe qui sont bénéficiaires ont aujourd'hui un niveau de profit voisin de 4%, alors qu'il est de 10 à 15% pour leurs concurrents européens et américains (3). Mais surtout quelques unes des plus grosses entreprises sont en déficit: la *Bank of Tokyo-Mitsubishi* qui est au cœur du groupe a essuyé de lourdes pertes, de même que la firme automobile *Mitsubishi Motors*, qui a déclaré être à la recherche d'un partenaire étranger, les compagnies *Mitsubishi Electric*, *Mitsubishi Chemical*, etc. La compagnie pétrolière *Mitsubishi Oil* a été vendue à une société non membre du *Keiretsu*, tandis que la banque d'investissement *Nikko Securities* a dû accepter l'arrivée d'une banque américaine dans son capital pour surmonter des difficultés financières...

Pour tenter de combattre la récession, l'Etat japonais, selon son habitude, a injecté des quantités sans précédents de capitaux (pas moins de 830 milliards de dollars, soit plus de 4500 milliards de francs depuis un an) dans l'économie sous forme de «plans de relance» (réduction d'impôts, grands travaux; etc.) et de plans de sauvetage des banques insolubles (les plus fragiles étant pratiquement «nationalisées»). Mais les résultats ont été plus que décevants, le recul de l'activité économique s'accroissant au cours de la dernière période! Signe du désarroi des autorités, la Banque Centrale baissait alors début mars le taux d'intérêt à quasiment 0%

(en fait 0,01% pour les emprunts au jour le jour, un taux deux cent fois moindre qu'aux Etats-Unis)... Baisser le coût de l'argent est une aide indéniable aux entreprises, mais cela risque de fragiliser encore un peu plus le système bancaire qui, en dépit des plans gouvernementaux, reste le point le plus fragile de l'économie. Pour avoir alimenté la croissance pendant des années en prêtant à faible taux aux entreprises, même les moins rentables, tandis que de l'autre côté il s'engageait à fond dans les opérations boursières ou immobilières les plus spéculatives pour reconstituer ses profits, le secteur bancaire et financier japonais croule aujourd'hui sous les dettes et les investissements «non performants». C'est bien pourquoi les banques ont refusé de suivre la baisse des taux et ne prêtent plus de l'argent qu'avec une grande réticence: investir dans les titres et les actions aux Etats-Unis ou en Europe est évidemment beaucoup plus avantageux que de consentir des prêts à 0% à des entreprises en quasi-faillite...

Ruban bleu de la croissance pendant des décennies grâce aux facilités de crédit et à l'appui de tout l'appareil économique aux entreprises en difficulté, l'impérialisme nippon a pu traverser sans grand dommage les crises successives qui frappaient beaucoup plus durement ses concurrents. Mais, dialectiquement, il est maintenant victime de ces succès: la croissance artificiellement dopée pendant des années a débouché sur une énorme surproduction, tandis que le soutien sans faille aux entreprises les moins rentables a fini par faire chuter le taux de profit moyen de toute l'économie. Le Japon a aujourd'hui trop de constructeurs automobiles, trop d'aciéries, trop d'entreprises indus-

trielles trop productives pour que le marché national et mondial absorbent leur production. L'effet bénéfique que malgré, ou plutôt grâce à leurs ravages, les crises économiques ont sur le capitalisme, consiste en ce que, en éliminant les entreprises les plus faibles, les moins rentables et en supprimant des masses de marchandises et de forces productives en surplus, elles font disparaître la surproduction et permettent une reprise vigoureuse du cycle d'expansion. Obéissant à cette loi mise en évidence par le marxisme, le premier ministre pressait à la mi-mars les industriels japonais de se débarrasser de leurs capacités de production surabondantes pour remettre l'économie sur pied. Cela signifierait liquider des pans entiers de l'appareil économique nippon, supprimer en grande partie les dispositifs et les méthodes qui protégeaient l'économie des crises, réaliser au plus vite les mesures de libéralisation économique accomplies ces dernières années par les impérialismes concurrents et, *last but not least*, s'attaquer à la classe ouvrière en lui enlevant nombre des «garanties» - depuis les hauts salaires jusqu'à l'emploi à vie - dont elle jouissait dans les grandes entreprises.

En résumé, sachant que tout cela demanderait du temps, nous pouvons affirmer sans risque d'être démentis par les faits que la crise n'est pas sur le point de s'arrêter au Japon. Les dernières statistiques connues indiquent d'ailleurs que, contrairement aux vœux pieux des capitalistes, le recul économique s'est encore accentué au dernier trimestre 1998. La production industrielle devrait baisser de 8,4% en 1999, faisant de la crise en cours la plus grave connue par l'archipel depuis la fin de la guerre.

TABLEAU 1  
Variation du PIB en % - Principaux impérialismes

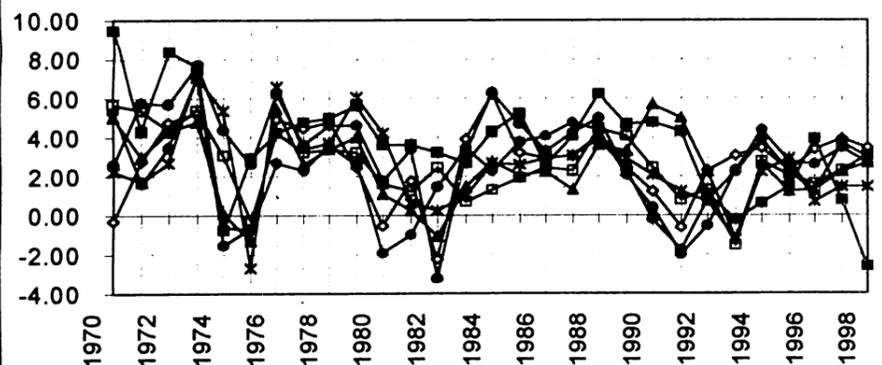


TABLEAU 2  
Indice de la production industrielle en % - Source Eurostat

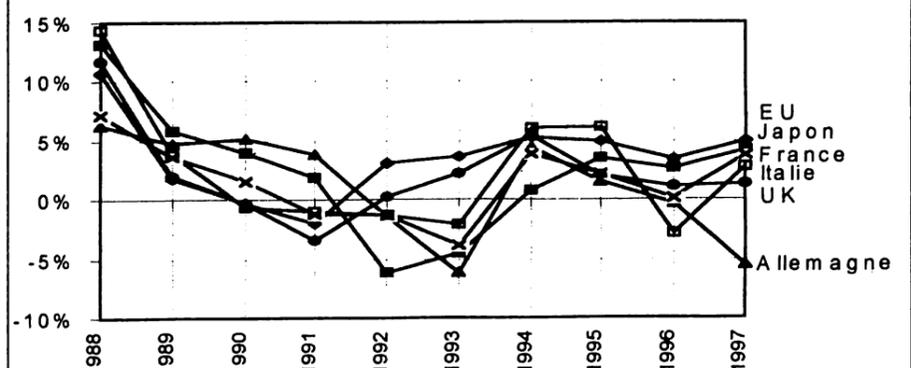
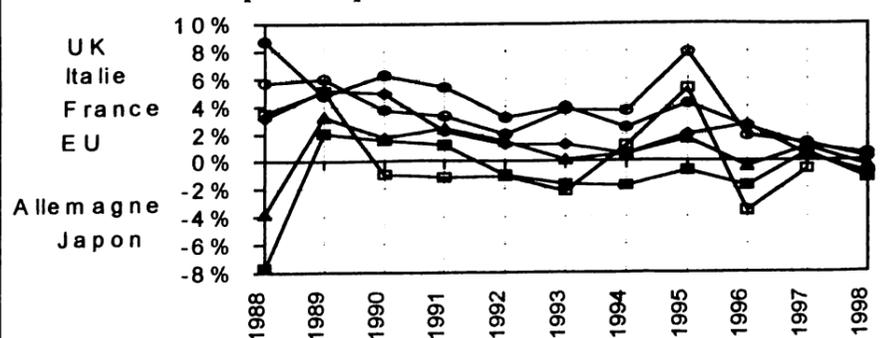


TABLEAU 3  
Indice des prix à la production en % - Source Eurostat



## ESSOUFFLEMENT AMÉRICAIN

Si l'autrefois fringant n° 2 de l'économie mondiale voit fondre les profits de ses entreprises, qu'en est-il chez le n° 1 dont la bonne santé est admirée par tous?

Eh bien, contrairement à ce que l'on pourrait croire, là non plus les profits ne sont pas fameux: pour la première fois depuis la récession de 1991, les profits des entreprises ont commencé à baisser, à partir du deuxième trimestre de 1998. Sans doute cette baisse est encore faible, mais elle est le signal qui annonce l'arrivée de la prochaine récession. Au quatrième trimestre cette baisse n'a été que de 3 % pour l'ensemble des entreprises, mais elle a été plus prononcée dans l'industrie. Les profits ont laissé place aux pertes pour l'industrie métallurgique, l'industrie papetière, l'industrie pétrolière. Les baisses les plus importantes des branches qui restent profitables ont concerné l'industrie chimique (- 54 %), l'industrie sidérurgique (- 54 % également), l'industrie de biens de consommation domestique (- 33 %). Dans l'«industrie manufacturière» (machines-outil, mécanique, textile, etc.), la baisse des profits a été de 20 % environ, et de 13 % dans

l'automobile (4).

Comme selon toutes les prévisions cette baisse devrait se poursuivre au long de cette année, les économistes américains avancent l'idée d'une croissance économique conjuguée à une *crise des profits*: l'activité économique continuerait à s'accroître, alors même que les profits des entreprises ne cesseraient de baisser. Il n'y aurait qu'une seule issue à une telle bizarrerie: la banqueroute économique.

## L'ÉVOLUTION DES PRIX

L'indice des prix à la production peut donner une indication indirecte de l'évolution de l'activité économique: quand la surproduction engorge les marchés, les capitalistes sont contraints de baisser le prix de leurs marchandises pour les écouler. Il en résulte une baisse de leurs profits (voire une vente à perte). La baisse des prix à la production sur une longue période peut sans doute résulter de l'augmentation de la productivité et des progrès technologiques: historiquement la valeur, et donc aussi leur prix, des marchandises industrielles baisse pour cette raison. Cependant lorsqu'on examine le

mouvement d'ensemble des prix à la production - et non les prix dans un secteur en mutation technologique rapide, comme par exemple les composants électroniques - sur une brève période, ce facteur peut être négligé. En outre les plaintes de plus en plus bruyantes des bourgeois sur les risques d'une déflation montrent bien qu'ils craignent pour leurs profits, donc que c'est bien la difficulté à écouler les marchandises qui pèse sur les prix. Nous devons cependant tenir compte que la forte chute des prix des matières premières, depuis de nombreux mois entre également en ligne de compte.

Le tableau 3 (évolution des prix de production) montre lui aussi que le Japon est plus touché: les prix à la production ont commencé à baisser à partir de 1992, au moment de la précédente crise économique internationale, et ils n'ont plus augmenté depuis. Les entreprises nippones ont, sans aucun doute, eu le plus grand mal à reconstruire leurs marges bénéficiaires; elles n'ont pu continuer à tourner et à engorger le marché que grâce à l'endettement, grâce aux capitaux fournis facilement par les banques. Résultat inévitable de cette *croissance droguée*: le marché est saturé, le système banca-

re est sous perfusion et les entreprises croulent sous les dettes.

(A suivre)

(1) Ce point de vue mis en circulation par la propagande bourgeoise a suscité l'écllosion de toute une série de propositions typiquement petites-bourgeoises visant à contrôler, réglementer ou discipliner les flux financiers afin d'en faire disparaître les effets perturbateurs. C'est le cas de la «taxe Tobin», un projet de taxation des flux financiers que ses promoteurs (en France l'association «Attac») présentent comme la panacée pour prévenir les crises du capitalisme.

(2) Voir «Où en est la crise capitaliste mondiale?» sur «Le prolétaire» n° 426. Le décalage de l'Europe occidentale était du en partie au petit boom économique allemand occasionné par le phagocytage de l'économie de l'ex-RDA.

(3) D'après l'hebdomadaire américain «Business Week» (European Edition), 15/3/99: «Fall of a Keiretsu».

(4) cf «Corporate scoreboard 1998», in «Business Week» 1/3/99.

## De la Commune à la Troisième Internationale (Amadeo Bordiga - «L'Unità», 29 mars 1924)

(Suite de la page 1)

de Paris l'hommage qui leur est dû, mais d'examiner en face l'enseignement de stratégie révolutionnaire qu'ils ont donné à leurs futurs vengeurs. Peu importe si sur le terrain de la guerre de classe d'autres défaites ont suivi et pourront suivre cette très grande et très glorieuse bataille, peu importe si, en affrontant son adversaire avec les armes non métaphoriques de la révolution, le prolétariat fait des erreurs et tombe battu: les éléments pour poser clairement les termes du problème et du conflit existent désormais dans sa conscience. C'est une condition qui à elle seule ne sera jamais suffisante mais qui, accompagnée par l'existence d'une organisation révolutionnaire puissante, est la prémisses indispensable de la revanche rouge, la base nécessaire à notre victoire.

Il n'existe pas, à notre connaissance, de meilleure façon d'exposer ici les éléments fondamentaux qu'en rappelant l'oeuvre critique réalisée par Lénine dans *L'Etat et la Révolution*: elle synthétise tout ce que Marx et Engels ont écrit à propos de la Commune en saisissant d'une façon admirable et prophétique sa signification historique révolutionnaire.

Il est certain que les chefs et les acteurs de la Commune n'ont pas eu une claire conscience de cette portée historique du mouvement. Seule la révolution destinée, un demi siècle plus tard, à commencer à régler le compte sanglant des défaites prolétariennes, devait logiquement posséder, dans le parti qui la mena à la victoire, une claire conscience d'elle-même, de ses origines et de ses buts; et ce n'est pas un hasard, comme tout marxiste peut le comprendre. Encore très récemment, le mouvement prolétarien français rencontrait de grandes difficultés pour acquérir une conscience théorique claire et une organisation bien orientée; à l'époque il n'était constitué que de multiples groupes politiques, plus ou moins campés aux marges de l'idéologie de la Grande Révolution bourgeoise, et sans aucune notion, même approximative, des directives du socialisme scientifique, alors pourtant déjà bien définies par la doctrine qui avait pénétré, par endroits, dans les programmes de l'Internationale des travailleurs.

On ne peut donc pas trouver l'explication correcte et bien formulée de la Commune dans les proclamations et les écrits de ses dirigeants; mais ceci n'enlève rien à la valeur que revêt pour nous ce mouvement très important. Ne pas l'avoir compris est une grave faute que nous reprochons aux partis prolétariens des décennies suivantes; mais nous

ne la reprochons pas aux acteurs de la grande tragédie que les nécessités de la lutte de classe, dans son déroulement, amenèrent sur la juste plate-forme d'action même s'ils n'étaient pas munis de tout l'armement nécessaire. Ils représentaient cette critique «par les armes» pour qui il est fatal de ne pas posséder les armes idéologiques de la critique, mais qui n'en est pas moins pour autant une étape nécessaire de l'avancée générale et de l'expérience tourmentée de la classe révolutionnaire.

Nous considérons comme un banqueroutier de la révolution non pas celui qui tombe enveloppé dans son infortuné drapeau, mais celui qui, après coup, de sa table de travail ou du haut d'une tribune devant la foule, ne sait tirer comme leçon de ce sacrifice que quelques démagogiques phrases admiratives accompagnées d'un commentaire défaitiste dans le style de la phrase lamentable de Plekhanov après 1905: «Ils n'auraient pas dû prendre les armes»...

Le fait donc que les dirigeants de la Commune aient parfois parlé le langage des patriotes français, des républicains démocrates avancés, des partisans de la philosophie révolutionnaire bourgeoise de 89, et qu'ils n'aient que par moments proclamé représenter quelque chose qui allait au-delà du patriotisme et de la démocratie bourgeoise et revendiqué le caractère de classe de leur lutte, n'enlève rien à l'utilisation actuelle que font les communistes, sur les traces de Marx lui-même, de la colossale expérience, purement prolétarienne et classiste, vécue dans ces quelques semaines de passion par les ouvriers de Paris.

Les problèmes relatifs à l'analyse historique de la Commune de Paris sont aujourd'hui parfaitement mis au clair pour les partisans de la doctrine de la IIIe internationale.

Une situation révolutionnaire naît de la défaite militaire de l'Etat bourgeois. La classe dirigeante cherche à la détourner par un changement de front, avec «l'abandon des formes politiques de droite» et la constitution d'un gouvernement et d'un régime qui se vantent d'être de gauche: en mettant la république bourgeoise et ploutocratique à la place de l'Empire dans la France de 1870; en concédant un embryon de Constitution, comme le tsarisme en 1905; en cherchant à stabiliser un régime Milioukov-Kérensky, comme dans la Russie de 1917; en fondant sur les ruines de l'Empire du Kaiser la république social-démocrate de novembre, comme en Allemagne en 1918; et en un peu plus petit, dans l'Italie en réalité à demi-battue de 1919, avec les manoeuvres de gauche du

gouvernement Nitti.

La fraction la plus avancée des classes travailleuses devine la vérocité de la conclusion théorique fondamentale du marxisme, celle que Friedrich Engels formulait ainsi: même dans la plus démocratique des républiques, l'Etat reste un appareil d'oppression du prolétariat, indépendamment de toutes les subtilités et tous les jugements sur les forces et les conjonctures historiques qui peuvent et doivent trouver place parmi les problèmes de la tactique d'un parti révolutionnaire. Elle cherche à «aller plus loin», à profiter de l'instabilité des fondements de la machine étatique pour obtenir quelque chose de plus qu'un ravalement de façade de l'édifice social. Ce quelque chose de plus, les ouvriers qui ont pris le fusil et qui tombent autour du drapeau rouge ne savent pas toujours dire ce que c'est. Mais Marx et Lénine le disent pour eux: c'est le renversement, la démolition de la machine étatique de l'adversaire, la constitution de la Dictature du Prolétariat, avec l'élimination du capitalisme et de l'exploitation des travailleurs.

Ainsi firent les prolétaires de Paris en proclamant la Commune; ainsi firent les révolutionnaires russes de 1905 et, douze années plus tard, les bolchéviks; il en fut de même pour la Commune spartakiste de Berlin, non moins grande et non moins sanginairement écrasée en janvier 1919, qui vit la fin de Liebknecht et de Luxemburg; en un certain sens, peut-être, le prolétariat italien cherchait la même voie lors des événements de 1919 et de 1920, malgré l'absence de grand événement central.

L'issue n'est pas toujours la même, l'échec n'est pas toujours à attribuer aux mêmes causes, et il est toujours très difficile d'affirmer qu'une ligne de conduite différente des révolutionnaires aurait changé le résultat final. Mais il est toujours stupide, ignoble et méprisable de conclure qu'il ne fallait rien tenter, qu'il ne fallait pas se risquer dans une lutte incertaine, qu'il aurait mieux valu ne pas chercher à aller «trop loin», qu'il aurait été préférable, au nom de très sages considérations tactiques, de ne pas risquer le tout pour le tout, de ne pas risquer le modeste résultat qu'il était possible d'obtenir en laissant la bourgeoisie aller à gauche et s'arrêter aux concessions qui lui paraissaient suffisantes; les libertés auraient ainsi été sauvegardées, comme s'accordent à le dire, avec des mots différents, nos funestes unitaires et maximalistes - ces libertés qui seraient les «conditions» des victoires ultérieures du prolétariat.

Ce n'est qu'avec la révolution russe que nous avons pu enregistrer l'issue victorieuse du plus gigantesque de ces épisodes. Pour tous les autres, il nous faut nous souvenir de l'orgie insolente des ennemis triomphants, des victimes dans nos rangs, des années de

dispersion et de terreur. Si, politiquement, la bourgeoisie adopte des formes plus ou moins de droite, elle procède avec la même implacabilité envers le prolétariat. Il revient pour nous au même, de ce point de vue, que sur la défaite de l'avant-garde rouge se consolide le dispositif de Nicolas Romanov ou la république réactionnaire de Thiers. La face porcine d'un Ebert insulte nos morts tout autant que la tête semi-tragique d'un Mussolini. Kerensky et Pilsudsky valent Zankov et De Rivera. Pendant sept ou huit ans après l'exécution de trente mille communards, le prolétariat français ne put se relever. Telle une putain, la république bourgeoise se pavait dans sa victoire. Mais, dans la façon dont elle traite les ouvriers et les socialistes et pour ce qui est de la défense des fondements du système capitaliste d'exploitation, la république ne se distingue en rien du régime du chancelier Bismarck.

Les problèmes théoriques relatifs à la Commune sont éclaircis pour les communistes d'aujourd'hui. Elle a été le premier et éphémère Etat ouvrier, la première réalisation historique de la dictature du prolétariat. En apparence basée sur un suffrage universel appliqué à la représentation à la Municipalité de Paris, elle était en fait le premier exemple d'organisme étatique centralisé et classiste du prolétariat, présentant les mêmes caractères historiques que la République russe des Conseils. Toutes les questions sur le centralisme et le fédéralisme, sur l'armée et la bureaucratie, sur l'autorité et la terreur révolutionnaire sont traitées à fond dans les écrits de Lénine et des autres théoriciens de l'Internationale Communiste; c'est sur leur base que doit se bâtir notre propagande si elle veut être une digne commémoration de la Commune parisienne.

La voie que celle-ci tenta de prendre sans rencontrer rien d'autre qu'une glorieuse défaite a, depuis, été empruntée plusieurs fois en vain; une fois au moins elle a été parcourue par le prolétariat avec succès. Sous une certaine apparence patriotique, la Commune fut un exemple de «défaitisme». C'était évident tant que l'Empire est resté debout, moins évident dans les proclamations politiques qui suivirent sa chute; mais le contenu du mouvement subsiste cependant en substance. Nous parlons ici du programme révolutionnaire qui espère la défaite militaire du pays où se mène l'agitation en vue d'un soulèvement. Que la Commune devait être contre la république bourgeoise de Thiers autant que contre l'Etat impérial et bourgeois prussien est évident; ce n'est pas contradictoire avec l'autre proposition «défaitiste» de Engels qui, dit-on, fit parvenir aux communards un plan militaire anti-prussien élaboré par lui, de même que n'est pas contradictoire avec le défaitisme du bolchévis-

(Suite en page 6)

## De la Commune à la Troisième Internationale ( Suite de la page 5 )

me la lutte de la république des Soviets contre les attaques de l'impérialisme allemand jusqu'à sa chute: cette lutte ne diminue en rien la valeur historique de la paix de Brest-Litovsk.

Le mot d'ordre des «défaitistes» est le suivant: **«transformer la guerre des Etats bourgeois en guerre civile de tout le prolétariat contre la bourgeoisie de tous les pays»**. Ce mot d'ordre a été repris avec une clarté et une conscience plus grandes au cours de la guerre mondiale. Et c'est à bon droit que la IIIe Internationale peut rattacher au souvenir et à l'étude de ce qu'a été la Commune, la synthèse de l'histoire de la lutte prolétarienne dans les dernières années: l'oeuvre primordiale de Lénine et du parti bolchévik russe, la constitution de la gauche zimmerwaldienne, la liquidation de l'Internationale opportuniste, la transformation de la défaite en révolution en Russie, à travers les étapes mémorables et glorieuses de 1917, culminant avec la dispersion par les baïonnettes rouges de l'assemblée parlementaire où la bourgeoisie souhaitait enliser dans ses tromperies les efforts du prolétariat et succé-

der ainsi dignement à la réaction tsariste; la constitution de la nouvelle Internationale des partis communistes, avec son formidable bagage de restauration théorique, de liquidation des erreurs, des pièges et des équivoques, avec la diffusion de son organisation, avec les hauts et les bas de ses attaques contre le capitalisme mondial, avec les problèmes encore brûlants que lui posent la défensive et la contre-offensive du monde bourgeois qui n'est pas résigné à mourir sans livrer une lutte aux dimensions colossales.

Le sang des trente mille communards sur lequel s'est fondée la Troisième République, la digne république de Poincaré, constitue un avertissement pour le prolétariat mondial et pour l'Internationale Communiste elle-même qui étudie les voies les meilleures pour son action et les développements les plus avantageux à sa tactique: car ils sont tombés sur la voie par laquelle nous ne pourrions pas ne pas passer.

Quelque aspect que l'organisation politique bourgeoise revête dans son évolution ou dans sa contre-évolution, elle n'abandonnera jamais sa fonction qui est d'empêcher l'avancée du prolétariat vers le communisme. Ses expédients et ses manoeuvres peuvent être multiples; elle peut être flexible et audacieuse au point de confier le pouvoir aux MacDonald et aux Vandervelde (2), ou

elle peut manifester crûment ses appétits de tyrannie dans les dictatures de type fasciste. Dans tous les cas, le conflit est inévitable.

Toute la tradition de l'Internationale révolutionnaire, dans laquelle les mémoires des martyrs anciens et récents résident à bon droit, beaucoup de ceux dont nous avons rappelé le nom et que la classe ouvrière mondiale ne peut oublier, consiste à avertir les masses que **l'on ne peut pas ne pas passer par la phase de la lutte frontale**, et l'intensité la plus vive de la préparation des moyens de lutte, idéologiques, organisationnels, techniques, doit être fondée sur la **nécessité de ce moment suprême**.

Le prolétariat doit être préparé à ne pas craindre et à ne pas repousser l'insurrection dans les périodes et les pays où la bourgeoisie étale son attitude la plus brutale et lui oppose sa plus impitoyable offensive; de même qu'il ne doit pas oublier, quand la bourgeoisie elle-même, pour gagner du temps dans les moments difficiles de sa défensive, se recouvre du somptueux habit de la générosité libérale, que cela rendra **tout aussi nécessaire** l'emploi sans réserves du seul argument compréhensible par la canaille capitaliste: **la force matérielle**.

D'autres défaites peuvent nous séparer de la victoire finale; elles ne seront pas inutiles si nous savons les utiliser, comme

aujourd'hui nous le faisons avec la Commune, pour faire vivre devant les yeux du prolétariat, dans la bataille comme dans la trêve, dans l'avancée la plus irrésistible comme dans la retraite la plus épouvantable, avec le souvenir des martyrs, et au-delà du motif sentimental qui nous lie cependant indissolublement à leur mémoire, l'évaluation froide et résolue de tout ce que nous demande, et à droit de nous demander, la cause de la Révolution.

(1) Allusion à l'utilisation par les opportunistes de la préface d'Engels à l'ouvrage de Marx, *«Les luttes de classes en France»*: le texte de cette préface, l'ultime oeuvre publiée d'Engels avant sa mort, qui passait de ce fait pour son «testament politique», avait été tronqué par les dirigeants sociaux-démocrates allemands lors de sa publication, de façon à devenir une renonciation à la prise violente du pouvoir et un plaidoyer pour l'action légale et pacifique. Ce n'est qu'après la victoire de la révolution d'Octobre que le texte complet put être publié et la falsification révélée (NdIR).

(2) Macdonald était le chef du Labour Party britannique et Vandervelde celui du Parti Socialiste belge (en même temps que le président de l'Internationale Socialiste)(NdIR).

## ITALIE

### Problèmes du mouvement des chômeurs à Naples

*Le fort taux de chômage dans la région de Naples provoque régulièrement la naissance de poussées de luttes et conduit à des tentatives d'organisation des chômeurs. Bien évidemment toutes les forces de la conservation sociale, de la droite à la gauche (ce n'est pas par hasard que le maire de Naples est devenu ministre des affaires sociales dans le gouvernement de coalition centre-gauche) s'emploient à isoler, contenir et stériliser ces luttes qui sont pour l'instant à peu près uniques en Italie. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer sur ces colonnes l'intervention de nos camarades au sein de ce mouvement (voir le n° 445 du journal). Nous y revenons dans cet article qui décrit les difficultés de ce travail à contre-courant des orientations dominantes.*

L'année 1998 a marqué une étape importante, même si la forte poussée qui s'est objectivement manifestée dans la région de Naples n'a pas réussi à accomplir le saut qualitatif nécessaire et qu'elle est retombée dans les impasses habituelles du corporatisme et de l'opposition droite/gauche. Preuve en est le refus de la formalisation d'une coordination unitaire et d'une plate-forme revendicative. L'illusion de solutions «particulières» a joué à plein pour donner naissance à des actions et des objectifs complètement artificiels et pour barrer à la voie à la plus minime reprise d'une lutte classiste.

Notre participation - qui rencontre toujours plus d'hostilité - aux réunions de la coordination unitaire nous a permis d'avancer des propositions qui, parfois, n'ont pas pu être refusées. Cela a été le cas, fin novembre, de notre proposition d'une manifestation de solidarité avec les chômeurs d'Acerra réprimés par la police après le refus de la municipalité de cette commune de la banlieue napolitaine de les recevoir: selon nous la coordination devait être capable de réagir immédiatement à toute attaque contre des chômeurs. Notre proposition a été acceptée, mais au rendez-vous fixé pour la manifestation de solidarité, un seul des comités participant à la coordination (le *«Mouvement des chômeurs en lutte pour le travail»*) s'était déplacé; tous les autres, excepté quelques chômeurs à titre individuel, étaient absents pour des «raisons techniques»! Les chômeurs d'Acerra nous accueillèrent à la gare avec un tract, puis une manifestation s'ébranlait en direction du centre ville; et malgré tout ce fut une expérience positive.

Grâce à notre travail de sensibilisation nous avons pu faire participer les travailleurs LSU (Travaux Socialement Utiles: petits boulots aux salaires de misère qui emploient des chômeurs) de la commune de Portici aux manifestations de la Coordination unitaire. Une première réunion à Portici vit la présen-

ce massive des travailleurs et un délégué du «Mouvement de lutte LSU» appelait à une lutte unitaire, élargie à tous les LSU, pour l'obtention d'un travail à durée indéterminée par l'entrée dans la Fonction Publique. Un tract unitaire était rédigé et envoyé à tous les lieux de travail. Dans un premier temps l'action trouva l'adhésion de nombreux travailleurs; mais, à la suite de l'intervention des Confédérations Syndicales qui attirèrent les travailleurs avec les habituelles illusions et fausses promesses, cette adhésion reflua graduellement. Un contre-informateur de la Coordination aurait pu s'opposer à cette tendance. Mais il n'en fut rien en raison, comme nous le verrons par la suite, du repli de la coordination sur elle-même.

(...) La manifestation du 16 décembre, où les chômeurs étaient les plus nombreux, a été typique. Notre exclusion tacite de toutes les réunions restreintes de préparation ne nous a pas permis de donner notre avis sur l'organisation de la manifestation. Les actions-surprise jouent sans aucun doute un rôle dans l'établissement d'un rapport de forces, mais si elles ne correspondent pas au niveau réel de l'organisation, ce ne sont que des coups de tête. Notre seule intervention possible était la diffusion d'un tract au début de la manifestation pour faire le point des discussions en cours et pour mettre en garde, à travers une critique constructive, contre la possibilité d'un reflux du mouvement.

Les manifestants partirent en cortège déterminé et plein de tension. La manifestation se déroulait normalement sur le parcours autorisé, lorsqu'à un certain point la direction de la manifestation changea à l'improviste le trajet pour se diriger vers une concentration policière. Les affrontements étaient inévitables et les manifestants se dispersèrent sous les grenades lacrymogènes. Le cortège, diminué de moitié, repartit sur le parcours normal, mais des affrontements eurent encore lieu lorsque les manifestants

tentèrent de bloquer des rues devant la préfecture. Enfin devant la mairie certains manifestants engagèrent une mini-guérilla avec les policiers. On vit se répéter des scènes dignes des années 70 quand les policiers tiraient à tir tendu des grenades lacrymogènes contre des manifestants sans expérience. Les derniers irréductibles se dispersaient alors, sans qu'il y ait heureusement d'arrestations: la police a encore probablement le souvenir d'une manifestation de deux mille personnes qui avait échappé au contrôle des organisations pour arracher la libération de chômeurs emprisonnés...

Ce genre d'action, dans une phase difficile de la lutte, où l'enjeu réel était de développer un mouvement sur de objectifs de classe, est de la terre brûlée qui ne peut déboucher sur rien.

#### LA POUSSÉE CENTRISTE

Nous avons toujours mis en avant la revendication d'un salaire pour tous les chômeurs et cette revendication a souvent été reprise dans les manifestations par les chômeurs. Mais dans les discussions au sein de la coordination, cette revendication, comme celle d'un travail pour tous, ayant été jugée belle mais «abstraite», a été mise de côté «momentanément» par les représentants des différents comités. C'est que les autorités avaient fait miroiter la perspective de 2000 embauches de chômeurs. Prenant cela comme une première réponse à la mobilisation, la coordination estimait que l'objectif plus concret et plus accessible devait être d'obtenir un nombre plus grand d'embauches. L'autre condition, toujours pour avoir une efficacité concrète, devait être une plus grande unité des organisations de chômeurs et le dépassement des divergences qui étaient apparues.

Selon nous la naissance de nouveaux comités à la suite de divergences et de scissions et la polémique entre les organisations de chômeurs, font partie de l'histoire du mouvement. La constitution d'un fort mouvement unitaire, sur des objectifs de classe, est sans aucun doute l'objectif à atteindre. Mais comment l'atteindre? Il ne faut pas oublier que le mouvement des chômeurs, comme tout le prolétariat, se ressent de décennies d'opportunisme. Il est donc inévitable que l'évolution vers des organisations classistes passera par un affrontement entre deux lignes, pour l'instant difficilement perceptibles aux yeux des prolétaires, mais que l'aggravation des contradictions et les défaites plus ou moins partiales mettront en évidence. Pour les communistes, l'antidote contre le poison réformiste est, et sera, l'affron-

tement ouvert et la lutte pour la conquête du soutien des prolétaires; ceux-ci distingueront toujours plus clairement à partir des faits et des actions la ligne de démarcation entre opportunistes, extrémistes impatientes et l'avant-garde communiste, qui mettra en évidence les contradictions du mouvement et montrera la voie de la lutte de classe basée sur l'expérience historique du prolétariat et condensée dans un programme tactique et stratégique.

Ceci, c'est un processus très long mais qui a son reflet dès aujourd'hui, dans les discussions en cours dans le mouvement. Les heurts et les polémiques, jusqu'aux scissions, sont inévitables et sont comme les douleurs d'un accouchement. Il s'agit d'un processus dialectique qu'il faut savoir interpréter pour faire une analyse exacte et faire une intervention correcte. Participer à la lutte ne consiste pas à jouer les illuminés ou les professeurs qui enseignent le socialisme au prolétariat; **cela signifie partir du niveau atteint par le mouvement en le faisant évoluer, dans la réalité de ses contradictions, vers la conquête du terrain de classe, c'est-à-dire des objectifs, des méthodes et des moyens de la lutte de classe**. Les mots d'ordre doivent inévitablement passer par ces revendications de caractère économique immédiat qui servent de force motrice à la lutte. Et ces objectifs doivent être constamment mis en rapport avec les objectifs généraux qui élargissent et unifient le mouvement prolétarien. Il y a une contradiction entre ces deux types d'objectifs, mais c'est une contradiction dialectique, au sens où l'objectif général contient et dépasse l'objectif partiel immédiat. Ces objectifs classistes doivent rester liés entre eux, car sinon ils deviennent une abstraction ou surtout ce qui devient alors prédominant, c'est l'immédiat, le partiel, le contingent, alimentant l'immédiatisme, le corporatisme, les divisions entre prolétaires. Les mots d'ordre de caractère immédiat ne sont qu'un point de départ d'un programme bien plus vaste de l'activité révolutionnaire des communistes à l'intérieur de leur classe. La lutte pour la direction politique des mouvements immédiats est la lutte pour l'avenir de la lutte de classe. Sans la direction des communistes, la classe est complètement sous l'influence de l'idéologie et des organisations bourgeoises, et tout mouvement spontané, même de grande ampleur en nombre de participants et en extension, s'il reste tel, est voué à la défaite classique et connaîtra les plus grandes difficultés pour repartir de nouveau.

La poussée centriste dans la coordination unitaire prend toujours plus de force; mais au fond cette phase de reflux était inscrite dans

## NAPLES ...

la trajectoire même de cette coordination, trajectoire déterminée par des analyses bien précises. La discussion sur les disparités entre catégories de prolétaires est, à notre avis, un point clé. Il est plus qu'évident que les rythmes de maturation sont différents selon les regroupements. Mais cela ne doit pas constituer un obstacle vis-à-vis de certaines catégories, comme les travailleurs LSU qui touchent une petite indemnité et luttent pour un contrat à temps indéterminé, alors que les chômeurs n'ont rien. **L'unité n'affaiblit pas, mais renforce, si, bien sûr, elle se réalise sur le terrain de classe.**

Se focaliser sur la question des 2000 embauches dans un projet d'établissement d'une «liste différenciée» (la question se posant de savoir comment déterminer qui seraient les heureux élus parmi la masse des chômeurs napolitains) a fait dérailler le mouvement des chômeurs et provoqué la débâcle de la coordination unitaire. Ce n'est pas le rôle des chômeurs de définir une politique de l'emploi: c'est le problème des autorités. La question de la liste a été la carotte qui a alimenté la poussée du corporatisme à l'intérieur de la coordination et de tous les comités de chômeurs et qui a accentué la concurrence avec les organisations de droite. **La revendication d'une coordination qui tend réellement à être unitaire, doit être essentiellement la revendication d'un salaire pour tous les prolétaires qu'ils soient au travail ou au chômage.** Le problème de «comment» rendre cela compatible avec l'économie, n'est pas le problème des prolétaires; ce n'est pas notre problème, c'est le problème des bourgeois, de leurs institutions et de leur Etat. Notre problème, le problème des prolétaires, est d'apprendre à lutter, à **lutter sur le terrain de classe pour la défense exclusive de nos conditions matérielles de vie et de travail.** Et cette lutte permet aussi aux prolétaires de se reconnaître comme une classe

opposée à celle des bourgeois et à leur Etat. Les «solutions définitives» pour quelques uns ne sont que des illusions qui servent à briser le mouvement, et la question de la «liste différenciée» a parfaitement répondu à ce jeu.

Le mouvement des chômeurs dit «de droite», est né en parallèle au développement de la coordination unitaire. Il a constitué et constitue une initiative par la bourgeoisie pour prévenir une explosion sociale - qui donc était jugée possible. Un dialogue envers les chômeurs qu'il regroupe et une attitude de confrontation clarificative envers ces comités, aurait été et reste encore le seul moyen pour combattre cette politique. Mais la stratégie des «extrémismes opposés», d'une rivalité droite-gauche, qui a fait ses preuves depuis longtemps, a été encore une fois, contre notre position, le choix politique adopté dans la coordination et qui a été un obstacle de plus à un développement d'un réel mouvement de classe.

## L'AVENIR N'ANNONCE RIEN DE BON POUR LES PROLÉTAIRES

Les différentes mesures du gouvernement de coalition centre-gauche dans le cadre de son «plan pour l'emploi», les décrets sur le travail à temps partiel, la transformation des emplois «socialement utiles en «emplois d'utilité publique» se traduisant par l'augmentation de la durée de travail sans augmentation de salaire, tout cela ne tranquillise pas les travailleurs. Si on y ajoute les fermetures d'usines, la crise latente dans la Fonction Publique, les mises en pré-retraite à 50 ans, la situation est sans aucun doute celle d'une détérioration des conditions de vie et de travail pour les prolétaires. Les «solutions» des autorités ne seront donc que fictives et correspondront à la politique d'amortissement de l'affrontement social qui tend objectivement à devenir toujours plus aigu et ouvert.

Les perspectives ne sont pas roses pour les chômeurs qui, divisés politiquement par comités, ne sont à l'heure actuelle capables de mobiliser qu'un nombre réduit de manifestants, restent sous l'emprise du corporatisme et en butte à la répression et à la criminalisation.

La manifestation du 11 février dernier a été exemplaire à cet égard. Regroupant autour d'un cortège du «Mouvement des chômeurs en lutte pour le travail», des centres sociaux Ska et Officina 99 et les chômeurs d'Acerra et de Caivano, il se terminait au siège de l'exécutif régional où devait être reçue une délégation. L'heure de cette délégation étant passée, la tension montait peu à peu tandis que se mettaient en place les brigades anti-émeutes. Les chômeurs protestaient de plus en plus vivement et bientôt les quelques accrochages se transformaient pour de bon en affrontement. Un jeune chômeur frappé de coups de matraques finissait à terre et les flics le rouaient de coups de pieds dans la tête et dans le ventre tout en l'injuriant. Les manifestants qui essayaient de l'arracher aux policiers étaient eux-mêmes frappés et chargés. Scènes dramatiques où les femmes n'étaient pas épargnées. Se rendant compte de leur faible nombre, les chômeurs se réfugiaient dans les bâtiments, tandis que les commerçants épouvantés baissaient leurs rideaux de fer.

Après le bâton, la carotte. Les échauffourées terminées, une délégation était enfin reçue par le nouveau président de la Région. La réponse était, évidemment, insatisfaisante. Aucune perspective concrète pour les chômeurs, sauf peut-être une augmentation du nombre des emplois socialement utiles. Devant la faiblesse du mouvement, les autorités durcissent leurs positions et ne craignent pas de donner des réponses évasives: disparues les 2000 embauches, cet objectif si concret...

A la lumière de cet épisode nous rencontrons le soir même les chômeurs et réussis-

sions à décider d'une manifestation unitaire contre la répression. Notre intention, en partie réussie, était de stimuler, par la rencontre des militants de divers comités, une relance de la coordination unitaire que de divers côtés on cherche à enterrer. En effet ce n'est à notre avis pas par hasard si à cette manifestation du 13 février ne se trouvaient que quelques délégués des comités, sans aucune banderole ou signe d'appartenance. Malgré tout la rencontre entre divers représentants qui s'en suivit laisse quelque espoir.

Pour conclure il faut signaler un épisode qui donne l'idée du climat à Naples. Dans la nuit du 22 janvier le local de «Il Bolscevico», organe du «Parti Marxiste-Léniniste Italien» était endommagé par un attentat incendiaire. Ce groupe a organisé le 8 février un rassemblement «contre l'attentat terroriste d'intimidation», qu'il attribuait à des «nazifascistes» où, là, étaient présents pratiquement tous les représentants du mouvement des chômeurs. Cet épisode donne une nouvelle confirmation de notre thèse sur la stratégie des «extrémismes opposés». Le prolétariat napolitain en fait l'expérience dans sa chair.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

Reliquat 1988

Claude: 300,00 / Roger: 50,00

1ere liste 1999

Aix: 150,00 / Castanet: 100,00/ Claude:

100,00/Fontenay ss Bois: 200,00/Robert:

50,00 / Roger: 400,00 / Thionville: 75,00

TOTAL: 1025 FF

## PROGRAMME COMMUNISTE

N° 96 - OCTOBRE 98

Un nouveau n° de notre revue théorique «Programme Communiste» vient de paraître. Dédié en grande partie à la révolution d'Octobre, ce n° comprend des textes classiques de notre courant, épuisés depuis longtemps («Repli et déclin de la révolution bolchévique») ou jamais encore traduits en français («Les grandes questions historiques de la révolution en Russie»). Voici le sommaire complet:

- La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation.
- Les grandes questions historiques de la révolution en Russie.
- Repli et déclin de la révolution bolchévique.
- Annexe: co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925).
- Sur le fil du temps: Danse des fantômes: de la conscience à la culture.
- La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (fin).
- Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964).
- Les trotskystes et la nature de l'URSS: la charlatanerie des spartacistes.
- Notes de lecture: Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista.

Programme Communiste n° 96

(92 pages) 25 FF 10 FS 140 FB 5000

LI 10 DM £ 3

## IL COMUNISTA

(Bimestriale)

No 63 - Dicembre 1998

-Si avvicinato tempi difficili: le borghesie d'Europa mettono la sinistra parlamentare al governo

-L'imperialismo italiano alla prova del «caso Ocalan»

-Infortuni alla Fincantieri di Porto Marghera. La lotta per la sicurezza sul posto di lavoro è vitale quanto la lotta per il salario

-Terrorismo e comunismo (VII)

-«Auschwitz o il grande alibi della democrazia»: posizioni marxiste davvero indigeste

-Il trapianto di una mano: una «nuova tappa» della medicina borghese

-Guai in vista se le borghesie più potenti della terra si pentono delle proprie malefatte

-Scuola pubblica, scuola privata

## Correspondance

## Les prolétaires de l'électro-ménager passés à la moulinette

Le talon de fer du capitalisme en crise frappe à tour de rôle chacun des secteurs du prolétariat. Pas un seul esclave salarié peut se vanter d'en être protégé, tout le monde est touché: pour certains le choc est implacable, la mise hors-circuit (chômage) est brutale; pour d'autres, l'agonie est plus longue, prenant la forme de la dégradation des conditions de travail et de vie avant qu'ils soient mis sur la touche. Le seul remède efficace consiste à avoir recours à la lutte de classe.

Prenons le cas de l'électro-ménager. Là comme ailleurs, le capitalisme sévit:

- Crise financière (russe, asiatique, sud-américaine...)

- Surproduction mondiale et donc Europe saturée.

- Concurrence chinoise.

Les conséquences sur le prolétariat sont désastreuses. - Suppression d'emplois - Course à la productivité (traduisez: chômage, détérioration des conditions de travail, flexibilité accrue, salaires en baisse...). - Internationalisation de la crise (traduisez: concurrence et loi de la jungle).

Analysons sommairement et rapidement ce qui se passe au niveau de l'électro-ménager mondial:

Le «gros électro-ménager» est dominé par la société américaine Whirlpool et le groupe suédois Electrolux. Le «petit» électro-ménager est concentré chez les deux rivaux français, SEB et Moulinex.

Mais la Chine commence à concurrencer les deux entreprises tricolores; elle aurait quadruplé ses ventes en Europe et atteindrait 50 % du marché de ce continent. Il faut donc se tourner vers les Etats-Unis et la Russie; mais le marché russe s'est effondré. Pour les deux sociétés françaises, l'heure des décisions anti-prolétariennes a donc sonné et c'est particulièrement dramatique pour les classes exploitées.

**SEB:** Le groupe bourguignon (15000 salariés dont 7000 en France) aurait perdu 60 millions de francs au premier semestre 98. La conséquence principale est l'arrêt

des activités chauffage et climatisation, c'est-à-dire la suppression de 400 emplois en France cette année, après les 200 postes supprimés dans les Vosges. Il faut préciser que SEB regroupe en son sein les marques Calor, Tefal, Rowenta et Arno au Brésil, et que les trois quarts de son chiffre d'affaires sont réalisés à l'exportation. Un rapprochement avec Moulinex est exclu. L'objectif de SEB est de porter rapidement ses ventes en Asie de 2 à 10 %, mais encore faut-il que le marché asiatique surmonte son marasme actuel.

Les 15 (!) «plans sociaux» - en réalité: anti-prolétariens - qui s'y sont succédés en 10 ans ne semblent pas avoir provoqué de grosses réactions parmi les prolétaires.

**Moulinex:** Avec l'arrêt total des ventes à la Russie (800 millions de chiffre d'affaires perdu), ce groupe qui emploie 11000 salariés (dont 6000 en Normandie - Maine) s'estime durement frappé. Par la fermeture de Limerick, ce sont 650 emplois en Europe qui ont été supprimés. Mais pour Blayau, le PDG (et les actionnaires), cette attaque anti-ouvrière «hors hexagone» est largement insuffisante, concurrence capitaliste oblige; il faut toucher aussi aux entreprises tricolores. Et pour faire passer la pilule, rien de mieux que l'aide des bureaucraties syndicales! Les médias locaux avaient déjà fait un travail de préparation en informant les lecteurs et auditeurs que les usines de Fresnay et de Falaise étaient menacées (Falaise a déjà connu 21 jours de chômage technique en décembre 98). Cette manoeuvre a été confirmée dans

Ouest-France du 19 janvier qui cite le délégué CGT de Moulinex: «Pour lui la messe est dite: Blayau veut ramener l'entreprise à 6 usines (contre 8 actuellement en Normandie-Maine), parvenir à un résultat de 700 millions pour un chiffre d'affaires de 7 milliards, le tout afin de revendre Moulinex». Le leader cégétiste envisage déjà la suppression des 430 emplois de Falaise et des 313 de Fresnay et joue les alarmistes en bon collaborationniste qu'il est. En effet, avec un tel comportement l'annonce de la suppression de 93 emplois à Falaise et de 97 à Fresnay va être considéré comme un moindre mal, ce qui annihilera tout mouvement de riposte ouvrière (rappelons que Moulinex a déjà supprimé 2600 emplois en 2 ans, dont 2100 en France).

Et comme prévu, cette annonce des suppressions d'emploi faite au Comité central d'Entreprise du 19 janvier n'a entraîné aucune réaction prolétarienne. Blayau pourra même affirmer pompeusement qu'il n'a pas l'intention de fermer ces 2 usines. Selon son habitude, il fait des promesses dignes du père Noël et affirme «beaucoup travailler pour réindustrialiser Falaise et Fresnay (...); comme nous ne pouvons plus créer de postes au sein de Moulinex, nous devons absolument tout faire pour assurer des reclassements externes». Le bonze cégétiste Le Paon transforme ce coup porté aux prolétaires en victoire: «La mobilisation de décembre a porté ses fruits; la fermeture était plus ou moins envisagée, il y a un répit» («Ouest-France», 20/1/1999). En fait cette fameuse mobilisation est passée inaperçue et elle s'est limitée en réalité à une campagne de démoralisation.

Pas question non plus à la CFDT d'essayer d'impulser la moindre lutte contre ces

( Suite en page 8 )

## Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

### IRAN

La visite officielle en France après l'Italie, du nouveau président Khatami est une nouvelle preuve que l'Europe cherche à renouer avec l'Iran autrefois honni; les Etats-Unis, s'ils maintiennent encore leurs sanctions contre le pays et tentent de bloquer ce mouvement, font en réalité de même. Khatami est présenté par les médias occidentaux comme un «modéré», parce qu'il cherche à renouer et développer les liens commerciaux avec l'impérialisme occidental et à favoriser les investissements étrangers (la firme pétrolière française Total a été une des premières à profiter de l'occasion, malgré l'hostilité américaine). Cette orientation est dictée à l'Iran par de graves difficultés économiques, mais elle rencontre des oppositions et de sauvages querelles intestines font rage au sein de la classe dominante. Le maire de Téhéran, la capitale, a été poursuivi en justice pour corruption, en dépit de l'opposition farouche d'une partie des dirigeants qui voyaient dans ce procès une attaque contre leur clan. Le gouvernement a accusé de l'assassinat cet hiver de plusieurs intellectuels et politiciens «modérés», des «éléments irresponsables» (sic!) des services de renseignements, tandis qu'au début de l'année, c'est un membre de la fraction dite «dure» du régime, le chef de la Justice de Téhéran; qui était blessé dans un attentat. La victoire remportée aux élections municipales par les partisans de Khatami montrent que les modérés ont actuellement le vent en poupe.

Ces querelles sont alimentées par les graves difficultés économiques dans lesquelles est plongé l'Iran. Ces difficultés ont été aggravées par la chute des cours des produits pétroliers dont la vente constitue habituellement 75% des ressources de l'Etat. Pour pallier au manque à gagner le gouvernement a dû adopter des mesures à court terme qui ne sont autre chose que des palliatifs. C'est ainsi que l'Iran a été contraint de ravalier son orgueil national et de demander de «rééchelonner» (c'est-à-dire d'en différer le paiement) une partie de sa dette avec le Japon, l'Allemagne et l'Italie, ce qui a pour conséquence de lui rendre plus cher tout futur emprunt international. Pour financer les entreprises déficitaires, le recours à la «création monétaire» (impression de papier monnaie) s'est accéléré, réveillant l'inflation. Officiellement le chiffre de l'inflation était de 18,5% au premier semestre 1998,

mais le chiffre réel est certainement plus élevé: on l'estime à 35-40%. Les prolétaires font les frais de ces difficultés économiques, qui se traduisent par une détérioration de leurs conditions de vie et de travail. Le chômage touche officiellement près de 2 millions de personnes, mais le chiffre réel est sans aucun doute bien supérieur; chaque année 800.000 jeunes arrivent sur un marché du travail saturé. Beaucoup d'entreprises sont virtuellement en faillite. En mars de l'année dernière l'Association des Industries Textiles annonçait qu'en raison de la crise économique «660 000 salariés de l'industrie textile risquent le chômage». En juin la presse rapportait des informations selon lesquelles «60% des industries agro-alimentaires du pays ont, soit arrêté, soit baissé leurs activités. Les ouvriers ont été licenciés ou mis au chômage technique». Lors d'une session du parlement en juillet dernier le rapporteur du budget a déclaré: «Pour que le chômage reste à son taux actuel, nous avons besoin d'un taux de croissance de 6,7%. Alors que ce taux est de 1% voire de 0%. Même si nous réussissons à préserver la situation actuelle, nous aurons 8 millions de chômeurs pour la prochaine décennie», tandis qu'un autre député s'exclamait que le chômage mettait «en péril la sécurité nationale» et que le directeur d'une université d'Economie affirmait à la presse: «Nous aurons un taux de chômage de 25% dans un proche avenir». Le 20 janvier le directeur de la chambre de commerce de Téhéran estimait que 18 à 36 millions d'iraniens vivaient sous le seuil de pauvreté (pour une population totale estimée à 64 millions d'habitants). C'est poussés par la crainte de cette bombe sociale qui s'amorce sous leurs pieds que les cercles dirigeants vont chercher de l'aide auprès du capitalisme occidental, tout en jouant la carte d'une relative démocratisation afin de faire tomber la pression interne.

Un certain nombre d'actions de protestation des ouvriers iraniens contre les licenciements, les arriérés de salaire (une pratique généralisée dans tout le pays) ou le travail précaire sont signalés par la presse d'opposition. C'est le cas des ouvriers du pétrole de la raffinerie d'Abadan dont 1600 sont menacés de licenciement, la direction voulant les remplacer par des sociétés sous-traitantes. Le 17 octobre 700 ouvriers se sont rassemblés devant la préfecture pour demander l'annulation des licenciements. Le 20 octobre les ouvriers d'une usine textile de Sari

ont fait un sit-in pour protester contre le non-paiement des salaires. Les ouvriers des usines Tchitsazi se sont rassemblés à plusieurs reprises depuis 6 mois pour protester contre le non-paiement des salaires (en août ces 1800 ouvriers n'avaient pas été payés depuis 7 mois). En décembre les ouvriers d'une briquetterie d'Hamédan se sont rassemblés pour protester contre le non-paiement des salaires depuis 8 mois. Les ouvriers de l'usine pharmaceutique Darou Pakhch d'Iran ont également protesté contre, là aussi, 8 mois de retard de paiement des salaires, etc. Mais il y a aussi des grèves contre les conditions de travail et pour des augmentations de salaire: 800 ouvriers des verreries d'Hamédan ont fait grève contre les méthodes patronales et demandé la révocation de leur patron. Les ouvriers de Parsilon se sont rassemblés pour demander des augmentations de salaire et pour protester contre la répression dans l'entreprise. (*Informations reprises de «Contre-Courant», bulletin de l'Organisation des Fedayin-minorité.*)

### AUSTRALIE

(Correspondance)

Un lecteur australien nous écrit pour nous donner des précisions sur la grève des «wharfies» (dockers) dont nous avons parlé dans le précédent n° du journal:

«(...) Les travailleurs ont été lock-outés quand leur employeur, Patrick's Pty. Ltd se «restructura» en confiant à 4 nouvelles sociétés la tâche d'employer les dockers, puis «découvrit» soudain que ces 4 sociétés étaient à court de fonds. Après un lock-out d'un mois, les dockers purent reprendre le travail à la suite de la décision des tribunaux, Haute Cour y compris, selon laquelle ce qui s'était passé était illégal; mais les tribunaux laissèrent toute latitude aux administrateurs judiciaires des 4 sociétés de décider le nombre des travailleurs employés, les salaires et les conditions sur la seule base de «considérations commerciales». Les jaunes furent temporairement mis de côté, mais le bruit court que les dockers devront accepter leur présence dans certains ports, et qu'il y aura des réductions du personnel, des salaires et des avantages («réformes»). Pour couronner le tout, le syndicat, le Maritime Union of Australia, a négocié leur retour initial au travail sur la base que les 2 premières semaines de travail ne seraient pas payées!»

«Pendant ce temps, un patron des dockers encore plus expérimenté et coriace -

P&O - attendait dans l'ombre. P&O a pu mener de nouvelles attaques contre les dockers depuis la victoire du MUA dans le conflit de la société Patrick. Les médias et les gauchistes ont donné au MUA un statut de super-héros, de façon à ce que la plupart des travailleurs fassent confiance à la riposte du syndicat quand les grandes attaques contre les dockers commencent vraiment. On peut être sûr que le MUA va proposer d'abandonner sans combat beaucoup de points fondamentaux des conditions de travail et qu'il va faire en sorte que la lutte soit limitée à ses seuls membres. (Les médias ont pris grand soin de porter aux nues le bureaucrate en chef du MUA, comme un lutteur inflexible et désintéressé, lui conférant ainsi une réputation bien utile de super militant aux yeux de ses membres - y compris la section de Melbourne qui s'était opposée à ses propositions de «réforme du lieu de travail» avant le conflit). Ainsi, de la même façon que la lutte perdue des dockers de Liverpool, la bataille des dockers australiens sera maintenue dans un glorieux isolement et noyée dans un océan de messages de «solidarité» sans portée réelle»

«Mais ce n'est pas tout. La manoeuvre actuelle dans les docks fait partie d'une offensive extrêmement complexe contre tous les travailleurs. Les dockers, qui représentent toujours une force puissante quand ils sont mobilisés, ont vu leur réputation de super-grévistes être gonflée au-delà de toute mesure par les médias. S'ils sont écrasés de façon très démonstrative, l'effet démoralisant sera d'autant plus grand sur la combativité et le moral de tous les travailleurs. Plus on est grand, plus on tombe de haut (...)»

[Nous ne reproduisons pas la suite de cette lettre qui développe une analyse dans le style du CCI - perceptible d'ailleurs dans le paragraphe ci-dessus - dont nous avons souvent critiqué l'inanité: les syndicats sont une partie de la bourgeoisie; il existe en ce moment partout la possibilité pour les prolétaires d'aller au-delà des luttes trade-unionistes mais la bourgeoisie monte des manoeuvres subtiles - comme cette grève des dockers ou les luttes récentes en France - pour faire obstacle à cette possibilité et ramener les prolétaires dans les syndicats en les présentant comme victorieux, etc.]

#### CORRESPONDANCE :

##### POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

##### POUR LA SUISSE :

Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

##### POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

## Les prolétaires de l'électro-ménager passés à la moulinette

(Suite de la page 7)

licenciements. Dans le même quotidien, sa bonze M.G. Chevallier y va d'un écoeurant petit couplet charitable: «Toute la difficulté pour nos personnels (sic!) C'est le langage même du patron est de retrouver un emploi avec un profil correspondant, notamment pour les femmes (...). Pour cela il faut que les politiques se remuent. Moulinex ne peut pas régler, tout seul, tous les problèmes». Il est évidemment impossible à cette pratique de la collaboration de classes de songer que le rôle d'une véritable organisation de défense des prolétaires - d'un syndicat de classe - serait de se remuer pour préparer la lutte contre les problèmes que les patrons occasionnent, avant de leur régler définitivement leur compte! Avec de tels larbins le patronat et la bourgeoisie peuvent dormir tranquilles...

Etant donné l'état de léthargie des autres syndicats (nous n'avons pas repris les déclarations de la CFTC qui ne diffèrent pas de celle des autres compères), il a été facile à FO de jouer une hypocrite indignation. C'est ainsi que le 25 janvier le syndicat FO de l'usine de Mayenne s'est fendu d'un communiqué accusateur: «Comment peut-on accepter des licenciements avec autant de facilité comme cela l'a été pendant le CCE de janvier? On se félicite en disant: "Ce ne

sont pas des licenciements secs", mais on oublie que ce sont tout de même des licenciements et que le personnel concerné sera, qu'on le veuille ou non, lésé par des pertes de salaire». Fortes paroles, mais qu'a fait FO pour mobiliser les prolétaires contre les licenciements, pour préparer une action unie de tous les travailleurs du groupe, tous concernés sinon directement par les attaques actuelles, du moins par les attaques à venir demain? Non seulement elle n'a rien fait de plus que les autres syndicats, mais encore FO a contribué autant qu'elle l'a pu à la division des prolétaires entre les différents sites lors de la précédente vague de licenciements, apportant ainsi sa pierre au blocage de la naissance d'un mouvement de lutte d'ensemble, seul capable d'être efficace.

Il ne faut pas alors s'étonner que, trahis par ceux qui prétendent les défendre, les prolétaires de Moulinex n'ont pu se lancer dans une réaction à la hauteur du coup asséné: une heure seulement de débrayage le 20 janvier et dans la seule usine de Falaise, selon la presse, action probablement organisée par les bonzeries syndicales pour contrôler les travailleurs; aucun appel aux autres usines de Moulinex, aucune tentative d'étendre et de propager la colère vers d'autres secteurs prolétaires.

Le délégué CFTC pouvait déclarer: «C'est l'abatement; les gens n'ont plus le

coeur à la colère; il est trop tôt pour connaître les modalités exactes des suppressions d'emploi» («O.F.», 21/1). Non content d'entretenir le découragement, ce bonze catholique se dédouane de sa trahison en culpabilisant le prolétariat. La colère? Bien sûr qu'elle existe et si elle ne s'exprime pas concrètement et physiquement, c'est parce que des agents de la collaboration entre les classes de ce type continuent encore à sévir. Mais la démoralisation de la classe ouvrière, sa prostration devant les coups qu'elle reçoit ne durera pas toujours; et quand elle entrera en mouvement, retrouvant ses armes de classe, sa colère, à Moulinex et ailleurs devra se diriger aussi contre les véritables agences de sabotage de la lutte de classe et relais de la classe ennemie que constituent les bonzeries syndicales.

#### Aux Editions Programme

(192 pages - 60 FF)

#### « BILAN D'UNE REVOLUTION »

- Les leçons d'Octobre 1917.
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie.
- L'économie russe d'Octobre à nos jours.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.